

15 ANS A LA CROISÉE DU TOURISME ET DU SOCIAL

VACANCES OUVERTES 1990 - 2005

par Jean FROIDURE,
Professeur émérite Université de Toulouse
le Mirail, membre du Conseil
d'Administration de Vacances Ouvertes

Avec mes remerciements à Michelle Rigalleau, Marie Magdeleine Hilaire, Nathalie Paisley et à toute l'équipe de Vacances Ouvertes pour leur précieux concours.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1. L'HISTOIRE DE VACANCES OUVERTES	7
2. LES PUBLICS DE VACANCES OUVERTES.....	11
3. INSERTION ET INNOVATION.....	13
4. L'AIDE AUX PROJETS	17
5. EVALUATION. PUBLICATIONS. INGENIERIE. FORMATION ET CONSEIL ...	23
5.1. L'EVALUATION.....	23
5.2. LES PUBLICATIONS.....	24
5.3. L'INGENIERIE SOCIALE DES VACANCES	26
5.4. FORMATION.....	28
5.5. CONSEIL ET MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS POUR DES COMMANDITAIRES EXTÉRIEURS.....	30
6. LES DISPOSITIFS «JEUNES»	33
OU SITUER VACANCES OUVERTES ?.....	37
ANNEXE 1 : L'ASSOCIATION "VACANCES OUVERTES" VUE A TRAVERS SES PUBLICATIONS (par Jean Froidure)	41
ANNEXE 2 : LISTE DES PUBLICATIONS.....	49

INTRODUCTION

L'action de Vacances Ouvertes présente de multiples facettes. Il n'est pas possible de l'embrasser d'un seul coup d'oeil, on ne peut qu'en effectuer des approches successives. **Une première voie d'accès semble s'imposer, celle du tourisme social.**

Le tourisme social, c'est d'abord une idée, l'idée du droit aux vacances pour tous. Mais ce n'est pas seulement une idée. C'est aussi une histoire, une longue histoire. D'abord axée sur les vacances des enfants avec les colonies de vacances, et sur celle des jeunes avec les auberges de jeunesse, elle atteint l'ensemble du monde des adultes en 1936 avec le Front Populaire et les congés payés. Vécu comme une « conquête des travailleurs », le tourisme social prend son véritable essor après la seconde guerre mondiale à l'époque des Trente Glorieuses. Il ne concerne plus seulement le monde du travail, ses syndicats et ses comités d'entreprise, mais un très large éventail de mouvances diverses, laïque, associatives, mutualistes, sociale-chrétienne, familiale, etc.

A partir des années 1980, la crise et la fracture sociale viennent brouiller son image. Dans un environnement défavorable, hébergements et dispositifs hérités des Trente Glorieuses ont de plus en plus de mal à défendre leur survie tout en restant fidèles à leur mission. Le tourisme social est en crise. Un nouveau tourisme social se cherche, comme l'atteste sa reconnaissance officielle relativement tardive, en 1998. Signe des temps celle-ci ne s'opère plus dans l'optique des conquêtes sociales de jadis, mais dans le cadre d'une loi de « lutte contre les exclusions ».

Où en est aujourd'hui le tourisme social ? Il n'est pas facile de le dire. L'aventure de Vacances Ouvertes fournit à la fois une illustration et une contribution à la recherche d'une réponse à cette question.

Le premier objectif assigné par ses statuts situe clairement Vacances Ouvertes dans le champ du tourisme social. « L'association a pour objet de stimuler et de promouvoir... toutes actions innovantes tendant à ouvrir l'accès aux vacances des actuels non partants » (statuts de 1990, article 2). Mais si son action se limitait à cette perspective, on se serait contenté de distribuer des aides à quelques milliers de jeunes et de familles en difficulté. En réalité, cette action s'est déployée dans d'autres directions, sur la base de ces aides, certes, mais en allant bien au-delà. Comment l'association s'est-elle développée ? Que fait-elle au juste ? Le rappel de son histoire permet de mieux le comprendre en s'attachant moins à la chronologie qu'à une analyse de la dynamique qui a présidé à son développement.

Vacances Ouvertes œuvre sur le terrain de la crise, de la fracture sociale et de l'exclusion. Aujourd'hui la plupart des non-partants par contrainte sont des salariés modestes peu ou pas aidés ou des victimes de la précarisation et du chômage. Conçu pour une société de quasi plein emploi, le tourisme social hérité des Trente Glorieuses ne semble pas en mesure de répondre à ces nouveaux besoins, à l'exception de quelques actions de solidarité d'autant plus remarquables qu'elles demeurent marginales.

«Vacances Ouvertes» est le fruit de l'une de ces actions. **L'association est née en 1990 d'une initiative de VVF et de son Président, Edmond MAIRE**, avec le soutien de la Caisse des Dépôts et Consignations. «L'association souhaite manifester sa **solidarité** en développant une initiative symboliquement forte en direction des plus démunis c'est la création d'un Fonds social des vacances» (VVF, 7.02.1990, «Création d'un Fonds social des vacances», p.1). Ce Fonds voit le jour en Avril 1990. Placé sous l'égide de la Fondation de France, il prend le nom de «Fondation Vacances Ouvertes». L'association «Vacances Ouvertes» est créée en Décembre 1990. Et c'est bien là que commence son histoire...

1. L'HISTOIRE DE VACANCES OUVERTES

Comment résumer l'histoire de ces quinze années ? On risquera une image : Vacances Ouvertes ressemble à un arbre. Un arbre dont la sève part des racines, s'élève par le tronc et se diffuse vers les branches. Le terrain dans lequel il a été planté, c'est, on l'a dit, celui de la marginalisation et de l'exclusion.

Durant la **première phase de son histoire (1990 – 1994/95)**, Vacances Ouvertes plonge ses racines dans l'action sociale de quartier. Une minuscule équipe de trois personnes – la Déléguée Générale, Michelle RIGALLEAU, une secrétaire, une responsable administrative et financière – démarre les deux programmes de base : l'aide aux micro-projets de départ en vacances de familles en grande difficulté et l'aide au départ autonome de jeunes. L'équipe tisse avec les porteurs de projet un réseau d'échanges de pratiques. Dès 1990, elle lance, avec le concours de cabinets spécialisés, des campagnes annuelles d'évaluation de ces actions et capitalise ainsi des savoir-faire qu'elle restitue aux acteurs de terrain, travailleurs sociaux et bénévoles associatifs.

L'année 1995 peut être considérée comme une année charnière. Devenu laboratoire de recherche-action en ingénierie sociale des vacances, Vacances Ouvertes est à la fois le concepteur et le promoteur d'une nouvelle dimension sociale de l'action touristique. 1995 est l'année où paraît un document au titre révélateur : « Pour une ingénierie sociale des vacances ». C'est l'année où est publiée la première étude : « Montages financiers, engagement et dynamique d'insertion ». « Montages financiers » renvoie aux pratiques des acteurs de terrain, « dynamique d'insertion » explicite les finalités de ces actions. 1995 est aussi l'année du lancement des premiers stages de formation sur le « montage de projets », thème qui restera par la suite le plus fortement demandé.

L'année charnière 1995 inaugure une seconde phase (1995 – 2005). Cette phase débute par une période de bouillonnement créatif qui se stabilise à partir de 1998/1999. De nouvelles branches s'élancent sur le tronc de l'ingénierie. Vacances Ouvertes lance une série d'études destinées à baliser, thème par thème, un secteur du tourisme social encore largement inexploré : les publications se succèdent désormais à un rythme annuel. Vacances Ouvertes devient un **organisme agréé de formation** : les sessions se multiplient et se diversifient. Vacances Ouvertes se mue en **centre de ressources** pour les opérateurs de terrain, notamment grâce à l'édition de guides pratiques et à la mise à leur disposition d'informations et de services : site internet, service d'aide à la recherche d'hébergements, etc. Vacances Ouvertes devient enfin **organisme d'audit-assistance-conseil** en matière de politique sociale des vacances. Sa compétence est maintenant reconnue par de nombreux décideurs institutionnels, tant au niveau local et départemental qu'au niveau régional et national.

L'équipe s'agrandit rapidement. Passée de 3 à 5 personnes en 1994, elle en compte 7 en 1997, 8 en 1998, 9 en 1999, 10 en 2000 pour atteindre 11 membres en 2002. Cette croissance effervescente est marquée par de fréquents changements

d'intitulés des postes et par un fort turn-over. Sur les 10 titulaires des 7 postes créés entre 1994 et 1999, quatre seulement sont encore là en 2000. Il se produit ensuite une nette stabilisation. La quasi totalité des membres présents en 2000 est toujours en poste en 2005.

Rien de tout cela n'aurait pu se faire sans financements. En ce qui concerne le fonctionnement de l'association –salaires, loyer, équipements, lancement des premières opérations-, ce sont les deux fondateurs, VVF et la CDC, qui ont apporté les premiers fonds et permis l'accès à d'autres sources de financements en provenance de ministères et d'organismes divers. La Direction Générale de l'Action Sociale compte aussi parmi ces premiers financeurs, son soutien aux projets en direction des familles s'est avéré sans faille depuis quinze ans. Dès le milieu des années 90 la solidarité financière de l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) a permis de développer les aides aux projets, base du partenariat avec les acteurs de terrain. Les bourses-vacances qu'elle charge Vacances Ouvertes de redistribuer structurent les appels à projets en direction des familles et des jeunes de 17 à 25 ans. L'histoire de Vacances Ouvertes est aussi l'histoire d'un combat difficile et toujours incertain pour assurer sa survie financière et son développement. Très rapidement, Vacances Ouvertes s'est efforcée de réduire sa dépendance financière, notamment en commercialisant certains produits et certaines activités.

L'année 2002 marque sans doute un nouveau tournant. C'est en 2002 que débute la **régionalisation de Vacances Ouvertes**. Une antenne régionale est ouverte à Lille avec création d'un poste sur place. Une seconde opération de régionalisation démarre la même année en Ile-de-France. Dans les deux cas, il s'agit de zones où l'association est déjà fortement implantée. Plus du tiers des structures qui font appel à elle dans le cadre de l'aide aux projets se trouvent dans la **région Nord/Pas-de-Calais**. Quant à la **région Ile-de-France**, il n'est pas nécessaire d'y faire d'investissement supplémentaire en infrastructures –un des membres de l'équipe peut en être chargé en restant affecté au siège de l'association.

Pourquoi régionaliser ? Il est évident que les activités de Vacances Ouvertes relèvent d'une logique qui demeure largement nationale. Ce choix devrait néanmoins **faciliter la diffusion des activités et l'obtention de financements**. L'objectif financier s'impose. Les financements nationaux sont appelés à diminuer. D'autre part, l'attribution des fonds européens FSE se fait désormais à partir des régions –les demandes doivent transiter par l'intermédiaire des Conseils Régionaux. La régionalisation devrait favoriser le développement des activités de Vacances Ouvertes. Soixante projets de vacances familiales ont été retenus en Nord/Pas-de-Calais en 2003 et leur nombre devrait augmenter rapidement. Pour trouver localement les financements nécessaires, Vacances Ouvertes doit rechercher de **nouveaux partenariats régionaux**.

Développer des partenariats européens, c'est avec la régionalisation l'un des nouveaux objectifs depuis 2002. Vacances Ouvertes souhaite nouer des contacts avec d'autres associations qui, en Europe, interviennent sur les vacances des publics en

situation difficile□c'est ainsi qu'elle participe à EAPN¹, le réseau européen de lutte contre la pauvreté. La récente décision d'adhérer au Bureau International du Tourisme Social, le BITS, va dans le même sens.

En 2002, enfin, d'importants changements se sont opérés à la tête de Vacances Ouvertes. La Déléguée Générale, Michelle RIGALLEAU, qui en a piloté le développement depuis le début, est remplacée à sa demande par Marie-Magdeleine HILAIRE dès le mois de Janvier. En Juin 2002, le nouveau Président de VVF, Georges PEYRONNE, succède à Pierre-Louis BOUTONNAT à la présidence de Vacances Ouvertes. En Novembre 2002, estimant la transition bien effectuée, Edmond MAIRE démissionne de son poste de Vice-Président de Vacances Ouvertes pour s'investir davantage dans l'association France Active. Avec le départ de ses créateurs, une page est tournée, semble-t-il, celle de la genèse de Vacances Ouvertes.

¹ European Anti Poverty Network.

2. LES PUBLICS DE VACANCES OUVERTES

Si l'ingénierie sociale des vacances, c'est-à-dire la capitalisation des savoir-faire en matière d'aide au départ en vacances des exclus constitue «**le cœur de Vacances Ouvertes**», il faut se garder d'en conclure mécaniquement que les publics de Vacances Ouvertes ne seraient faits que des victimes de l'exclusion. Les données statistiques établies à partir des évaluations quantitatives annuelles conduisent à une approche plus nuancée.

En ce qui concerne **l'aide au départ autonome de jeunes pour 2003**, plus de 45 % des 2675 bénéficiaires des bourses offertes par Vacances Ouvertes inaugurent leurs premières vacances autonomes. Il s'agit essentiellement de **scolaires et d'étudiants** dont l'âge moyen se situe autour de 19 ans. Une part d'entre deux, plus mobile, dispose déjà d'un permis de conduire. Le pourcentage des filles est en hausse significative 41 % en 2003 contre 30 % environ entre 1999 et 2002. Presque 40 % des groupes sont mixtes.

A partir de 2003, les jeunes sans emploi, impliqués dans le dispositif TRACE (Trajectoire d'accès vers l'emploi) sont ciblés par les programmes de Vacances Ouvertes. L'appel à projets «**TRACE tes vacances**» permet de définir, en partenariat avec l'ANCV et avec 50 Missions Locales pilotes, les conditions de mise en œuvre d'un nouveau dispositif d'aide sociale au départ en vacances dont bénéficient 500 jeunes.

En ce qui concerne les quelques 1400 **familles aidées en 2003**, soit environ 7000 personnes, les deux tiers ne sont pas des salariés. Un tiers est à la recherche d'un emploi et un autre tiers au foyer, en stage de formation, à la retraite, etc. Le tiers constitué par des salariés, principalement des hommes, regroupe une majorité d'employés et une minorité d'ouvriers (près de 30%). Près de la moitié de ces salariés sont en situation de précarité professionnelle, CDD, CES, Intérim... Pour l'ensemble de ces familles, la principale source de revenus est constituée par les allocations familiales. Viennent ensuite les salaires, puis le RMI, les ASSEDIC, etc. La composition familiale se caractérise par une majorité de familles monoparentales et par un nombre moyen d'enfants supérieur à la moyenne (2,8). Environ la moitié des familles –et près de trois quarts des jeunes– sont issus de l'immigration. Près de la moitié n'étaient jamais partis en vacances durant leur enfance. Une petite minorité (16,7 %) n'était jamais partie en famille à l'âge adulte. Pour la majorité des familles déjà parties en vacances, le précédent séjour avait été organisé avec l'aide d'une structure locale ou de professionnels. Un quart seulement était parti par ses propres moyens (27 %).

On excusera cette accumulation de statistiques. Il est indispensable de les rappeler pour éviter toute généralisation abusive. **Il n'y a pas que des exclus de l'emploi parmi les bénéficiaires des aides aux projets, il y a également un pourcentage notable de salariés, un tiers environ.** Pour ce qui est des départs autonomes, deux

chiffres méritent attention. S'il y a 33 % de salariés, il n'y a que 27 % de départs autonomes. Autrement dit, même si on fait l'hypothèse que la totalité de ces départs autonomes ne serait le fait que de salariés (ce qui est loin d'être prouvé, mais on manque ici de données statistiques), il n'en resterait pas moins un décalage sensible entre ces 27 % de départs autonomes et les 33 % de salariés – et l'écart réel est très vraisemblablement plus grand. Il faut donc se garder de toute assimilation hâtive du type «Salariés = départ autonome» ou encore «Départ accompagné = exclus». **Il existe manifestement un certain pourcentage de salariés qui ont besoin d'un accompagnement.**

On comprend dès lors que la question se soit posée en 2001 de **transposer les savoir-faire «Vacances familiales» de Vacances Ouvertes vers des publics de salariés qui n'ont pas de pratiques de vacances.** Des contacts ont été noués avec des comités d'entreprise à la demande d'une association inter-CE qui s'interroge sur l'aide à apporter à des salariés qui disposent des aides financières de leur CE, mais qui, malgré cela, ne partent jamais ou très peu en vacances.

3. INSERTION ET INNOVATION

Le projet initial tel que VVF le définit se donne pour objectifs

- « de confronter les démarches et d'apporter des réponses concrètes en termes de préparation au départ, d'accueil et de suivi après le séjour dans une **perspective d'insertion sociale et de prise d'autonomie** »

- « de soutenir financièrement des propositions **d'actions innovantes** dans le domaine des vacances au profit des populations qui en sont exclues »

- « de **rechercher l'exemplarité plutôt que le nombre** »

(VVF, 7.02.1990, « Création d'un Fonds social des vacances, p. 1).

Pour étayer et justifier l'objectif d'insertion, Vacances Ouvertes construit son propre argumentaire qui s'inspire des données fournies par l'évaluation, mais qui reflète aussi les fluctuations du contexte socio-politique du moment. Les politiques de la Ville conduisent à insister sur la rupture avec l'enfermement dans les quartiers de relégation sociale. La loi de lutte contre les exclusions appelle à souligner le rôle des vacances comme facteur de lutte contre l'exclusion. L'accent mis de nouveau par la CNAF et les CAF sur l'intérêt des vacances familiales incite à mettre en évidence leurs effets bénéfiques sur la relation parents-enfants.

Cet argumentaire s'organise autour de deux axes : le rapport à soi et le rapport aux autres. **Partir en vacances, c'est inaugurer un nouveau rapport à soi, au temps et à l'espace.** C'est vaincre ses peurs, reprendre confiance, se revaloriser à ses propres yeux et aux yeux de son entourage. C'est échapper à l'enfermement dans un présent sans horizon et se projeter dans l'avenir. C'est rompre avec « l'assignation à résidence » dans des quartiers excentrés. C'est acquérir la mobilité et l'autonomie indispensables à toute insertion dans la vie professionnelle. Dans une société des loisirs et de la mobilité, la sédentarité forcée est devenue une forme de l'exclusion. Participer aux rythmes collectifs des grandes migrations vacancières, c'est « être comme tout le monde ».

Partir en vacances, c'est développer un nouveau rapport aux autres. C'est apprendre à vivre en groupe, découvrir un nouveau sentiment d'appartenance à son quartier, voire à une association. C'est améliorer les liens parents-enfants, c'est tisser ensemble la légende familiale des vacances, c'est une occasion de revaloriser l'image des parents. C'est instaurer une nouvelle relation avec les intervenants sociaux, modifier l'image qu'on se fait d'eux, comme c'est également pour eux la possibilité d'acquérir une autre connaissance de leur public.

Bref, **l'expérience montre que les vacances peuvent devenir un véritable levier d'insertion sociale.** Elles permettent de rebondir et de prendre un nouvel élan dans la vie. Elles présentent l'avantage de ne pas soulever d'enjeux trop lourds comme c'est le cas dès qu'on touche à l'emploi, à la formation ou au logement. Elles sont à portée de main, elles se déroulent sur une période courte dans un cadre ludique, elles font appel au plaisir, « le plaisir si désespérément absent des mesures d'insertion ».

«**Vacances-insertion**» Vacances Ouvertes utilise parfois ce concept –à condition de bien préciser ce qu’il faut entendre par là. Il ne s’agit pas d’insertion au sens le plus courant du terme, celui qu’évoque, en particulier, le système créé dans la même période sous le nom de RMI «**Revenu minimum d’insertion**» le RMI combine un dispositif financier («**Revenu**») avec un objectif de retour à l’emploi («**Insertion**»). Ce n’est pas de cela qu’il est ici question. La mission de Vacances Ouvertes n’est pas de s’identifier à l’octroi d’aides financières ni d’œuvrer directement en faveur du retour à l’emploi. Son horizon est une conception beaucoup plus modeste, mais réaliste de l’insertion, conçue essentiellement comme **insertion sociale**.

Les vacances ne peuvent jouer ce rôle qu’à la condition de s’inscrire dans la durée au sein d’un processus plus large. S’inscrire dans une dynamique d’insertion, c’est porter son regard au-delà du seul séjour, c’est songer à ce que pourraient être des modalités de participation à la vie sociale après le retour, penser à de futurs séjours, imaginer un plan progressif de prise en charge de ses vacances. «**Vacances-insertion**», cela ne signifie pas «**Vacances-emploi**», mais «**Vacances-levier**» d’une démarche de redynamisation personnelle qui contribue à l’insertion sociale et qui peut déboucher un jour sur une démarche de retour à l’emploi.

Innovation et insertion sont étroitement liées. Le projet de VVF recommande «**Le soutien financier des propositions d’action innovantes**». En réalité, l’innovation ne se limite pas à ce seul aspect. **Elle concerne la totalité de la démarche de Vacances Ouvertes.**

Innovant, l’objectif d’insertion par les vacances l’est d’emblée. Dès qu’on assigne aux vacances ce nouvel objectif, on s’écarte de la culture traditionnelle du tourisme social. A tel point qu’un bon nombre de ses protagonistes demeurent déconcertés, voire réticents, devant ces perspectives. Ils partagent, certes, avec Vacances Ouvertes un objectif commun qui est «**ouvrir l’accès aux vacances des actuels non-partants**» (statuts de l’association Vacances Ouvertes, art. 2 «**Objet**», 12.1990). Vacances Ouvertes aime rappeler en accord avec eux que le premier et le seul désir des familles et des jeunes est de «**partir en vacances comme tout le monde**» et que les travailleurs sociaux doivent se garder de trop instrumentaliser les vacances. Il n’empêche l’objectif d’insertion engage Vacances Ouvertes dans des voies nouvelles qui l’éloignent considérablement de l’univers traditionnel du tourisme social.

Innovante, l’analyse des causes de non-départ l’est également. Tout en soulignant que les **raisons économiques** sont déterminantes pour tous, Vacances Ouvertes insiste dès 1990 sur «**les handicaps socio-culturels**» qui s’y ajoutent. Les vacances deviennent mentalement inaccessibles pour les exclus de l’emploi lorsqu’on est sans travail, on pense qu’on n’y a pas droit. L’univers se rétrécit progressivement aux limites du quartier et le départ fait peur. On ne se sent pas capable d’organiser un projet. Les formules de vacances du marché, même les plus économiques, ne sont pas connues. Se déplacer, établir de nouveaux contacts, prendre des renseignements, utiliser des services nouveaux, se mouvoir dans une vie sociale autre que celle de son quartier peut être source d’angoisse.

Innovante, la conception de l'aide au départ en vacances qui découle de cette analyse « Dans la mesure où les obstacles au départ en vacances sont à la fois économiques, sociaux et culturels, l'association a vocation à apporter une **aide tant financière que logistique** à tout projet de vacances conforme à ses finalités, en privilégiant l'aspect novateur des projets » (statuts de l'association Vacances Ouvertes, art. 2 « Objet », 12.1990). Cette aide « tant financière que logistique » a un nom « c'est **l'aide à l'accompagnement social des vacances avant, pendant et après le séjour.**

La phase de **préparation** court sur une durée de trois à six mois avant l'été. Familles et jeunes sont invités à participer à tous les aspects du montage du projet, y compris à son financement, que ce soit par une épargne personnelle et/ou en organisant des activités destinées à collecter de l'argent. Souvent réclamé par les hébergeurs, l'accompagnement du groupe sur place pendant le **séjour** demeure une question très débattue. Il n'est, en effet, pas toujours nécessaire et, en aucun cas, il ne doit être systématique. Quelquefois, il apparaît souhaitable que soit désigné un référent accessible à tout moment par téléphone. La phase de **retour** permet de prendre appui sur la dynamique enclenchée pour envisager d'autres actions concernant, par exemple, le logement, la santé, le soutien scolaire, des projets de formation ou de recherche d'emploi et, bien entendu, un nouveau départ en vacances. Pour l'accompagnateur, c'est l'étape la plus délicate quand on se pose la question d'arrêter le « portage » et d'encourager les nouveaux projets conçus à l'initiative des personnes concernées.

Pour les vacances familiales, ce sont généralement des **travailleurs sociaux** qui ont la charge de cette mission « conseillères en économie sociale et familiale, assistantes sociales, animateurs, éducateurs, travailleuses familiales, etc. A leurs côtés, on trouve également des **bénévoles d'associations** de quartier. Tous sont des acteurs de proximité en contact avec ces publics à longueur d'année. Il s'agit là d'une nouvelle catégorie d'acteurs de l'aide au départ en vacances que le tourisme social ignorait jusqu'alors.

Innovante, la recherche de nouvelles formules d'aides axées sur des aides concrètes et des méthodes plutôt que sur un simple apport financier qui, à lui seul, n'enclenche pas forcément un départ, ou une proposition de séjour organisé qui maintient les bénéficiaires dans l'assistanat et la dépendance. D'où, par exemple, l'opération « Sac ADOS », une invention de Vacances Ouvertes qui répond aux attentes des animateurs à la recherche de substituts à l'argent pour aider les jeunes à partir en vacances.

Innovant, le choix « de l'exemplarité plutôt que du nombre ». Quel virage quand on songe que le leitmotiv du tourisme social des Trente Glorieuses était « l'aide au départ du plus grand nombre ». Ce discours devient aujourd'hui un obstacle au départ du plus grand nombre dans la mesure où il masque les problèmes posés par l'exclusion. L'évaluation qualitative qui les met en lumière fait des actions d'aide aux projets un « terrain d'expériences » et de Vacances Ouvertes un « observatoire-laboratoire » où s'invente une nouvelle approche et un nouveau métier, « l'ingénierie sociale des vacances ».

Innovation et insertion forgent l'identité de Vacances Ouvertes et la font dévier d'une trajectoire classique d'organisme du tourisme social. L'association ne sera ni créateur ni gestionnaire d'installations sociales de vacances. Même si elle redistribue des fonds destinés à faciliter le départ en vacances de familles et de jeunes en difficulté, elle ne sera pas davantage un énième système d'aides financières à la personne.

4. L'AIDE AUX PROJETS

L'aide aux projets constitue le métier de base de Vacances Ouvertes. C'est sur elle que reposent toutes les autres activités. Pour les familles, il s'agit de projets de séjours en majorité collectifs qui se déroulent en France sur une à deux semaines dans des équipements à caractère social ou en camping. Chaque projet concerne en moyenne une dizaine de familles. Les projets «Jeunes» sont plus hétérogènes : séjours en France, mais aussi dans la première période (1990 - 1996/97) voyages à l'étranger, chantiers, actions humanitaires avec deux à six participants en moyenne par projet.

Ces opérations sont toujours montées en partenariat avec des structures locales : associations de quartier, centres sociaux, clubs de prévention, centres d'Information Jeunesse, MJC, Missions Locales, services des CAF, services Jeunesse, etc. Pour les opérations «Sac ADOS», les responsables des services Jeunesse des mairies sont des interlocuteurs privilégiés : ils ont l'habitude de financer des projets pour aider les enfants et les jeunes à partir en vacances et de travailler avec des partenaires institutionnels ou associatifs. Vacances Ouvertes coopère également au niveau départemental avec des décideurs institutionnels tels que les Conseils Généraux, les CAF... C'est le cas, par exemple, pour le partenariat avec le Conseil Général de l'Essonne qui a mis en place depuis 1998 une aide annuelle au départ autonome de 1000 jeunes.

Vacances Ouvertes constitue pour tous les porteurs de projet un centre de ressources qui leur propose trois sortes d'aides : des aides financières, des aides logistiques et des aides méthodologiques. Les statuts de 1990 appellent «logistique» toute aide de nature autre que financière. En fait, on distingue très vite «aide logistique» et «aide méthodologique». **L'aide logistique** proprement dite se présente principalement sous la forme d'informations sur les formules économiques de vacances, de renseignements touristiques, d'adresses d'hébergements, notamment associatifs, mis à la disposition des familles et des jeunes, ainsi que des organisateurs de projets. **L'aide méthodologique** ne concerne que les porteurs de projet. Elle porte sur des conseils et des méthodes pour le montage de ces actions et pour l'accompagnement social des vacances avec organisation de rencontres et d'échanges de pratiques entre acteurs de terrain.

L'aide financière n'est que l'un des volets de l'aide telle que la conçoit Vacances Ouvertes. Elle ne peut intervenir qu'en complément d'autres sources de financement, un complément modeste de l'ordre de 10 % du budget global du projet, qui n'est ni répétitif ni automatique. Il n'est pas question de soutenir des structures qui reproduisent d'année en année le même projet. Le recours aux **chèques-vacances** s'est très vite imposé, et ceci pour deux raisons. La contre-valeur des chèques périmés ne peut être redistribuée par l'ANCV qu'au profit des plus démunis. D'autre part, les chèques-vacances peuvent faire figure de modèle. Etant donné qu'ils font appel à une épargne des salariés, pourquoi ne pas les utiliser dans le même esprit en invitant les

familles à réaliser elles aussi une épargne, si modique soit-elle, afin de les impliquer davantage dans le projet. En 2003, l'ANCV a attribué à Vacances Ouvertes un montant global de 175.000 euros pour les familles et de 135.000 euros pour les jeunes du programme TRACE.

Les **critères de sélection des projets** privilégient les formules qui ouvrent des perspectives vers davantage d'autonomie et de dignité, que ce soit en associant les bénéficiaires de l'aide à la préparation de leurs vacances, en prévoyant des modalités de participation financière, en soutenant des évolutions positives au retour ou en envisageant une prise d'autonomie progressive pour les départs suivants. Mais ils insistent également sur la nécessité de répondre aux attentes des familles et des jeunes qui souhaitent tout simplement partir en vacances. Autrement dit, il s'agit de combiner plaisir et pédagogie.

La conception du soutien logistique a évolué. Initialement, on entendait par là apport **d'aides en nature** et interface entre porteurs de projet et hébergeurs. Le lancement en 1992 de l'opération «**Sac à dos**» et celui de **CAID (Coffre A IDées vacances)** en 1995, tous deux à destination des jeunes, vise à remplacer des aides purement financières génératrices de dérives, de violence et d'assistanat. Rebaptisée «**Sac ADOS**», cette opération consiste à proposer aux collectivités locales, Missions locales et CAF l'achat de packs «**filé en mains**» comprenant un sac à dos, des valeurs échangeables (bons SNCF, chèques-vacances, chèques-déjeuner...), une carte Michelin, un préservatif, des plaquettes d'information pour aider les jeunes à préparer et à réaliser leur projet de départ autonome. Elle s'accompagne d'un soutien méthodologique apporté aux animateurs en contact avec les jeunes, tant pour la préparation d'un séjour que pour son évaluation au retour. Commercialisée, sur un marché peu solvable, l'opération «**Sac ADOS**» fonctionne, dans un premier temps, largement grâce au sponsoring et au mécénat de quelques partenaires tels que SNCF, MACIF, FUAJ. Environ 800 jeunes en bénéficiaient en 1997, ils sont 2175 en 2003. Cette augmentation s'est faite par la mise en œuvre de dispositifs Jeunesse pour de gros commanditaires.

Le second volet de la conception initiale de l'aide logistique consistait à **mettre en relation la demande d'hébergements émanant des porteurs de projet et l'offre de formules d'accueil** proposées par divers partenaires sociaux, associatifs et privés. C'était une idée qui n'est pas très éloignée, semble-t-il, de celle qui a été réalisée neuf ans plus tard par la Bourse Solidarité Vacances. **Une banque de données** est créée à partir des bonnes adresses déjà testées. Elle prend d'abord la forme d'une sorte de coffre de documentation dénommé **DIABOLO Vacances** et conçu sur le modèle du **KIT CAID** pour les jeunes. Le KIT CAID est une base documentaire se présentant sous l'aspect d'un coffre ou d'une malle facilement transportable. Une fois ouvert, c'est un Kiosque à plusieurs entrées conçu à la manière d'un jeu de piste pour mener progressivement de l'information générale vers des informations plus précises.

Peu maniables et non rentables, ces formules sont bientôt abandonnées au profit de la création d'un **site Internet**. Mis en ligne en 1999, facilement consultable, actualisé en permanence et interactif, ce site remplit une double fonction, à la fois logistique et méthodologique.

Centre de ressources logistique, ce site propose à un public pour lequel l'information touristique est le plus souvent difficile d'accès un réseau d'adresses bon marché pour l'aider à construire son propre séjour. Destiné aux familles et aux jeunes, l'Info Vacances contient des fiches pratiques sur les différents prestataires et les diverses formules de vacances ainsi que des dossiers « Hébergements ».

Centre de ressources méthodologique, il met à la disposition des animateurs, travailleurs sociaux et bénévoles associatifs des méthodes de construction d'un projet et une sélection des publications produites par Vacances Ouvertes et par d'autres organismes du secteur.

Dernière facette de l'aide logistique, le **Service d'Aide à la Recherche d'Hébergements (SARH)**, créé en 1998, a pour mission de faciliter les démarches des travailleurs sociaux auprès des hébergeurs et d'améliorer les conditions d'accueil des familles. En réponse à la demande des porteurs de projet, il leur propose individuellement les coordonnées de gestionnaires d'hébergements à petits prix soucieux de favoriser la mixité sociale au sein de leurs équipements. Il publie également des conseils destinés à faciliter l'intégration des groupes sur les sites de vacances, en communiquant, par exemple, les objectifs du projet au futur hébergeur ou encore en désignant pour les séjours non accompagnés un référent joignable durant toute la durée des vacances. Depuis 1998, plus de 400 structures ont eu recours à ce service.

L'aide méthodologique ne se limite pas à la mise à disposition de conseils et de méthodes. L'ambition de Vacances Ouvertes est de **créer et d'animer un réseau d'échanges permanents avec les porteurs de projet**. La politique d'adhésion mise en place depuis Janvier 2000 permet de structurer ce réseau sur la base d'une moyenne annuelle de 250 structures adhérentes. En fait, **deux réseaux complémentaires** coexistent, **celui des travailleurs sociaux** qui oeuvrent en direction des familles et **celui des professionnels de l'animation** en contact avec les jeunes. Si le premier est déjà bien organisé, le second se heurte à de nombreuses difficultés : turn-over trop rapide des équipes, manque de réseaux nationaux, flou des missions, priorité à la recherche de financements, déficit de formation... Afin d'assurer un lien régulier avec ses adhérents, Vacances Ouvertes publie depuis Janvier 2000 une **lettre d'information bimestrielle** à l'adresse de 1100 destinataires.

Ce réseau prend forme dès le début. L'aide aux projets permet de repérer les besoins en méthodes, en idées et en informations, ainsi que tous ceux qui ont des expériences, des idées et des méthodes à proposer. Vacances Ouvertes ne cesse de beaucoup apprendre grâce à ces contacts et grâce à l'évaluation. **Toute la philosophie du réseau consiste à organiser le croisement des savoirs** en multipliant les échanges dans les deux sens, de la base (les porteurs de projet) vers la tête de réseau (Vacances Ouvertes) et vice-versa. Divers **documents** synthétisent ces conseils à l'intention des organisateurs, depuis le premier « Guide de projet » de 1991 en passant par « Le guide pratique pour monter un projet collectif de vacances » de 1995 jusqu'à l'édition en 2002 de guides sous la forme de deux classeurs méthodologiques.

Outre les **rencontres nationales** organisées chaque année sur un thème précis depuis 1998, **l'animation du réseau repose essentiellement sur les journées de rencontres et d'échanges de pratiques proposées aux porteurs de projet**. La formule a mis plusieurs années pour trouver sa vitesse de croisière comme l'attestent les changements de dénomination successifs. On a commencé par parler «**ateliers d'évaluation**», «**ateliers thématiques**», «**ateliers de recherche-action**», puis de «**groupes d'échanges de pratiques**» en 1997, «**ateliers de formation et d'échanges de pratiques**» en 1999 pour en venir depuis 2000 à la dénomination apparemment stabilisée «**ateliers d'échanges de pratiques**».

Ces ateliers ont tous pour caractéristique de s'adresser aux **porteurs de projet**. L'objectif est de contribuer à leur formation □ c'est une condition indispensable pour améliorer les pratiques d'accompagnement social du départ en vacances de publics en difficulté. Il faut aider les acteurs de terrain à prendre du recul par rapport au quotidien par la rencontre avec d'autres acteurs et par la réflexion collective sur leurs pratiques. Il ne s'agit pas de formation théorique, mais d'échanges entre pairs. Pour animer ces ateliers, Vacances Ouvertes fait appel à des **tuteurs** qui ne sont autres que des membres du réseau disposant d'une pratique professionnelle comparable. Repérés pour la qualité de leurs projets, ils reçoivent un complément de formation destiné à harmoniser leurs connaissances en accompagnement social des vacances et en animation de groupes.

Deux facteurs ont joué un rôle important pour le développement de ces actions □ **la décentralisation des ateliers sur quatre villes** (trois villes de province et Paris) et **la gratuité** obtenue en 1999 grâce aux fonds européens FSE. La gratuité permet de rendre obligatoire la participation des porteurs de projet à un cycle de trois journées, deux au printemps sur la préparation et une à l'automne sur l'évaluation. C'est ainsi que depuis 1999, 13 à 15 cycles réunissent chaque année 200 à 300 porteurs de projets familiaux, à quoi s'ajoutent des cycles destinés à quelques dizaines d'animateurs «**jeunes**». La gratuité permet également d'encourager la participation de bénévoles et de futurs vacanciers particulièrement impliqués dans le montage de leur projet. Il s'agit **d'ateliers généralistes axés sur le montage de projet**. C'est le premier problème auquel est confronté tout nouveau porteur de projet. Bien entendu, les porteurs de projet qui ont déjà participé à deux de ces ateliers peuvent en être ultérieurement dispensés et choisir des ateliers thématiques plus spécialisés.

Pour comprendre la logique de l'aide aux projets, il convient de se placer dans l'optique des porteurs de projet. Leur rôle ressemble –à une échelle très modeste, certes- à celui d'un tour-opérateur. Une comparaison fera saisir le sens de cette analogie. Des ruraux du troisième âge qui ne disposent que de faibles ressources et qui ne sont jamais partis en vacances à l'étranger projettent un voyage en Egypte, par exemple. Ils ont peur de partir seuls si loin dans un pays inconnu dont ils ignorent la langue et les coutumes. Ils sollicitent donc quelques subventions et surtout, ils décident de partir en groupe en ayant recours à un voyage organisé par un tour-opérateur. Si éloignée soit-elle, la situation des familles des cités n'est pas fondamentalement différente. Elles aussi ont peur de l'inconnu. Elles aussi ignorent tout des pratiques de vacances. Elles aussi se heurtent à des obstacles à la fois financiers, psychologiques et

culturels. Elles aussi ont besoin de l'aide à la fois financière et logistique que vont leur apporter ceux que l'on nomme ici porteurs de projet.

La comparaison s'arrête là. A la différence des tours-opérateurs dont c'est le métier, **l'apport de compétences pour faciliter les départs en vacances n'est pas le métier des professionnels du travail social et des bénévoles.** Lorsqu'ils se lancent dans cette aventure, ils ne savent pas la plupart du temps à qui s'adresser pour trouver de l'argent, des conseils et des hébergements. La plupart des sources de financement et des grands organismes de tourisme se trouvent au niveau national, très loin de leur échelon local. Il existe un vide –on serait tenté de dire un abîme- entre la demande de ces acteurs de terrain et l'offre de ces grands organismes détenteurs des moyens en matière de financement et d'hébergements. **C'est dans cet espace vacant que Vacances Ouvertes s'est implanté en se donnant pour fonction de réaliser l'interface entre porteurs de projets et grands organismes sociaux ou institutionnels.**

5. EVALUATION. PUBLICATIONS. INGENIERIE. FORMATION ET CONSEIL

Si les diverses activités de Vacances Ouvertes forment une chaîne qui part de l'aide aux projets, l'ingénierie y occupe une place à part. Elle en est le centre et elle est partout présente. On peut dire qu'elle forme le maillon central de la chaîne « aide aux projets – évaluation – publications – ingénierie – formation – conseil ». Mais on peut aussi bien la situer dans un autre schéma « évaluation/ingénierie – publications/ingénierie – ingénierie/formations – ingénierie/conseil », en prenant soin toutefois de la placer après l'évaluation et les publications dont elle procède, mais avant la formation et le conseil qui tirent d'elle leur légitimité et leur substance.

5.1. L'EVALUATION

L'idée fait explicitement partie du projet initial. L'aide aux projets, on l'a vu, est conçue d'emblée en liaison étroite avec l'expérimentation sociale en matière de vacances et avec le souci de privilégier l'innovation et « l'exemplarité plutôt que le nombre ». Comme pour tout audit, on a longtemps eu recours à un cabinet spécialisé CEC en 1990, puis TEN Consultants et enfin ACT Consultants.

L'évaluation possède deux versants, l'un tourné vers l'aide aux projets, l'autre vers l'ingénierie. D'où son rôle de charnière entre les deux métiers de base de Vacances Ouvertes. **Jusqu'en 1993, tout se passe sur le seul versant de l'aide aux projets.** L'évaluation fonctionne en circuit fermé entre le cabinet, les porteurs de projet et les familles. Documents à remplir, entretiens, synthèses par le cabinet – les résultats sont restitués aux porteurs de projet. Ils aident Vacances Ouvertes à affiner ses critères de sélection des projets et à orienter sa politique. Une distinction importante s'opère en 1992 lorsque l'on sépare **l'évaluation quantitative** qui se fait désormais en interne et **l'évaluation qualitative** qui continue durant plusieurs années à être confiée à des consultants extérieurs. L'évaluation quantitative annuelle dite « Analyse statistique de la campagne (année) d'aide aux projets de Vacances Ouvertes » permet de connaître de façon précise le profil des structures de terrain, des publics, des porteurs de projet, des lieux de vacances et de leurs coûts.

C'est en **1993** qu'intervient une innovation qui va faire basculer l'évaluation vers l'autre versant, celui de l'ingénierie. Il est alors décidé que **l'évaluation qualitative sera centrée chaque année sur un thème précis relatif à l'insertion.** En 1994, on s'interroge sur les effets des projets « Vacances » en termes d'insertion, en 1995 sur la participation financière des familles, en 1996 sur la prise de risque et la recherche de garanties dans les projets, et ainsi de suite... Le travail d'évaluation effectué sur chacun de ces thèmes aboutit chaque année à **un rapport** publié par Vacances Ouvertes. On verra plus loin le rôle joué par ces rapports.

Ce qui frappe aussitôt, c'est **l'intérêt manifesté par les porteurs de projet**. Dès 1995, ils sont plus nombreux que prévu à participer aux ateliers d'évaluation organisés sur le thème de la participation financière des familles. L'évaluation s'effectue de plus en plus avec les porteurs de projet et grâce à eux. Cet intérêt tient à la conception participative de la démarche² et à la liberté de parole qui permet à chacun d'exprimer franchement ses problèmes sans enjeux de contrôle. C'est ainsi que naît en 1999 l'un des instruments essentiels de l'animation de réseau des porteurs de projet, les **«ateliers d'échanges de pratiques»**.

Fruits de cette démarche participative, **les ateliers ouvrent un espace de confrontation entre professionnels et bénéficiaires de leurs actions**³. Il s'agit d'abord d'écouter ce que disent les familles et les jeunes. Ne pas confondre les points de vue □ Toute pratique doit être évaluée à l'aune de ses effets et des dynamiques qu'elle induit □ maintien en situation d'assisté ou processus de reprise d'autonomie. D'où **un retour critique sur les pratiques des professionnels**. La confrontation entre leurs discours et celui des bénéficiaires suscite un travail de réflexion collective sur le langage des professionnels, sur leurs représentations, c'est-à-dire sur les valeurs développées au sein de leur milieu, ainsi que sur l'impact de ces représentations sur les pratiques. Les ateliers incitent les porteurs de projet à s'interroger sur la logique de leur action □ logique d'assistance □ ou logique de projet partagé □ Il leur appartient ensuite dans le cadre de leurs structures et de leurs missions de se positionner librement à l'intérieur de l'espace des choix mis en évidence par le travail d'évaluation.

5.2. LES PUBLICATIONS

Les publications de Vacances Ouvertes forment le second maillon de la chaîne «Évaluation – publications – ingénierie – formation – conseil»⁴. La thématique centrale de ces études orchestre les principaux acquis de la démarche participative d'évaluation. Le leitmotiv en est la confrontation de deux logiques, celle qui maintient dans l'assistantat et celle qui mène vers davantage d'autonomie. Quel que soit le sujet abordé, c'est toujours la même recherche des voies et des moyens susceptibles de favoriser la reconquête de la dignité, de la confiance en soi et la restauration du lien social et familial. **Ces publications illustrent la fidélité de Vacances Ouvertes à son objectif d'insertion sociale.**

Cela dit, on observe une certaine évolution. Sur la quinzaine d'études publiées depuis 1995, **une première série, la plus importante, demeure étroitement liée aux évaluations qualitatives annuelles de l'aide aux projets**. Les quatre premières,

² On trouvera une présentation détaillée de cette méthode participative dans l'introduction des deux premiers rapports réalisés par le cabinet ACT Consultants □

- «Montages financiers, engagement et dynamique d'insertion», 1995, Monique CRINON, p. 3-6

- «Action Vacances □ jusqu'ou garantir les risques sans tuer les projets □», 1996, Monique CRINON, p. 1-5

³ cf. **Annexe 1** □ Jean FROIDURE, «Synthèse des études et analyses menées par Vacances Ouvertes», 01.2003, Vacances Ouvertes, p. 3-8

⁴ Présentation du contenu de chacune de ces publications jusqu'en 2001 □ cf. **Annexe 1**, o.c. note 4, Jean FROIDURE, p. 9-22

parues entre 1995 et 1998, portent le même sous-titre «Évaluation de la campagne (année) d'aide aux projets». Conformément au choix d'un thème annuel, c'est ce thème qui leur sert de titre «Montages financiers, engagement et dynamique d'insertion» (1995, Monique CRINON), «Action Vacances jusqu'où garantir les risques sans tuer les projets» (1996, Monique CRINON), «Sous l'épargne... les vacances» (1998, Bertrand DUBREUIL), «Vacances familiales collectives construire le groupe pour réussir le projet» (1998, Monique CRINON et Hélène ALIDJRA).

Plusieurs études ultérieures continuent à s'inscrire dans le droit fil de l'évaluation, même si on ne la mentionne plus en sous-titre. On se contentera de les mentionner par ordre chronologique

- «Motivations des familles et objectifs des professionnels dans les projets de départ en vacances» (1999, Bertrand DUBREUIL)
- «Le départ individuel un modèle d'autonomie» (10.2000, Hélène ALIDJRA)
- «Premières vacances entre jeunes» (12.2000, Bertrand DUBREUIL)
- «Vacances en famille ressentis, effets et ricochets» (12.2001, François ANQUETIL)

Sur ces huit publications, six ont été réalisées avec le concours d'intervenants extérieurs, consultant comme Monique CRINON ou sociologue comme Bertrand DUBREUIL. Par contre, deux des dernières parutions sont signées pour la première fois par deux membres de l'équipe de Vacances Ouvertes, responsables de l'aide aux projets «Familles», Hélène ALIDJRA et François ANQUETIL. Ne faut-il pas y voir un indice de la maturation progressive de l'équipe

A cette première série de publications-évaluations s'ajoute à partir de 1998 une seconde série d'études aux profils plus divers. On y trouve le compte-rendu de la Journée Nationale organisée le 16.01.1998 en partenariat avec l'ANCV sur «l'accueil des familles en difficulté dans les hébergements de vacances», ainsi que «Le bilan 2000 de l'activité du Service d'Aide à la Recherche d'Hébergements». L'étude intitulée «Papa, maman, la mer... et moi la question des relations parents-enfants dans les dispositifs de départ en vacances familiales» (10.1999, Hélène ALIDJRA) fait la synthèse d'une formation mise en place à Vacances Ouvertes et à Nancy en 1999. Une autre étude «Le projet de vacances à l'épreuve du groupe de pairs» (12.2000, François ANQUETIL) fait le point sur les ateliers d'aide au montage de projets. Toutes les fois où cela apparaît nécessaire, Vacances Ouvertes sollicite le concours de spécialistes, une psychologue et une juge pour l'étude de 1999 sur les relations parents-enfants, deux avocats pour une étude sur «Le cadre juridique du départ autonome des jeunes (02.2001), une sociologue, Nadja RINGART pour l'étude la plus récente consacrée à la place des pères dans les projets de vacances familiales (12.2003).

Enfin, d'autres études ont été réalisées directement par Vacances Ouvertes et par sa responsable d'alors, Michelle RIGALLEAU, à la demande d'organismes extérieurs «Tickets et passeports loisirs», en Décembre 1997, sur les dispositifs d'aide aux loisirs de proximité mis en place par des CAF ou des municipalités, l'étude-bilan sur les dispositifs PAJECOT réalisée en 2001 pour la DIV et une étude préalable pour le Conseil Général de l'Essonne sur le lancement d'une carte pour l'accès aux

loisirs des jeunes (2001). La plus importante, enfin, notamment sur le plan symbolique le rapport de 2001 sur « l'incitation au départ en vacances des non-partants » dont la rédaction a été confiée par le Conseil National du Tourisme à Michelle RIGALLEAU, désignée comme rapporteur. Puis, pour la seconde fois en l'espace de trois ans, un nouveau rapport intitulé « Coordonner et optimiser les aides au départ en vacances des familles » vient d'être confié à Vacances Ouvertes et à sa Déléguée générale, Marie-Magdeleine HILAIRE, désignée comme rapporteur par la section « Droit aux vacances » du Conseil National du Tourisme (CNT).

5.3. L'INGENIERIE SOCIALE DES VACANCES

« Ingénierie » le dictionnaire ROBERT la définit ainsi « Conception, étude globale d'un projet industriel sous tous ses aspects (techniques, économiques, financiers, sociaux), coordonnant les études particulières des spécialistes et par analogie le savoir-faire dans différents domaines (financier, politique, culturel) ». Il peut paraître surprenant d'appliquer au tourisme un vocable qui appartient au domaine de l'industrie. Mais il n'est pas inutile de rappeler que le mot « Industrie » a eu son heure de gloire dans les hautes sphères du tourisme. N'a-t-il pas existé une « Direction des Industries Touristiques » ? N'existe-t-il pas encore une « Agence Française de l'Ingénierie Touristique », l'AFIT ?

Les définitions du ROBERT s'appliquent à Vacances Ouvertes avec une certaine justesse. D'abord avec « Conception, étude » comme préalable à toute réalisation, avec cette précision complémentaire « Savoir-faire ». Il ne s'agit pas de savoir théorique, mais d'un savoir expérimental avec l'accent mis sur le « Faire ». L'expression « Ateliers d'échanges de pratiques » en fournit l'illustration « Ateliers » fait songer à « Industriel » et « Pratiques » à « Savoir-faire ».

Il s'agit d'abord pour Vacances Ouvertes de créer une instance de réflexion. L'aide financière est un moyen, elle ne suffit pas, elle ne règle pas la question des savoir-faire, des connaissances, de l'acquisition ou de la réacquisition des comportements, question cruciale dès qu'on aborde les problèmes d'insertion.

Le ROBERT insiste d'autre part sur **la globalité du projet** « Étude globale... sous tous ses aspects... Coordonnant... Qui dit ingénierie, dit globalité. **C'est effectivement sa globalité qui caractérise l'action de Vacances Ouvertes.** Analyse globale des obstacles au départ en vacances ils ne sont pas seulement économiques, mais aussi psychologiques, sociaux, culturels. Conception globale de l'aide au projet elle n'est pas seulement financière, mais aussi logistique et méthodologique. Approche globale de l'accompagnement social du départ en vacances il ne concerne pas seulement le séjour, mais aussi sa préparation et le suivi au retour. Même problématique globale au cœur de toutes les publications comment faire des vacances un levier d'insertion ?

Malgré sa pertinence, l'expression « Ingénierie sociale des vacances » n'est employée que tardivement et parcimonieusement. Si le projet présenté en 1995 au Ministère du Tourisme sous le titre « Ingénierie et coordination de réseaux de

Vacances Ouvertes□ contient un chapitre central intitulé «Pour une ingénierie sociale des vacances□, cette expression ne fait plus par la suite que de timides apparitions dans quelques documents de présentation de l'association. C'est le cas en 1997 avec la rubrique «Ingénierie□ conseil, formation et recherche□ et en 1998 avec «Secteur formation et ingénierie□. Le terme «l'ingénierie□ est-il trop savant□ Serait-il perçu comme un peu prétentieux□ On préfère très vite détailler sur un mode plus concret les principales activités de Vacances Ouvertes. Et lorsqu'il arrive de l'employer en 1997 et 1998, c'est toujours en l'associant à des notions plus simples comme «Formation□, «Conseil□ ou «Recherche□.

Et pourtant, il semble souhaitable de garder cette expression. «**L'ingénierie sociale des vacances□ constitue, en effet, l'articulation centrale de l'ensemble du dispositif.** Elle opère la jonction entre les deux principales sphères d'activité de Vacances Ouvertes, la sphère de l'aide aux projets avec son réseau des porteurs de projet et la sphère de la formation et du conseil avec son réseau de décideurs institutionnels.

Qu'est-ce, au juste, que l'ingénierie sociale des vacances selon Vacances Ouvertes□ Le plus simple est d'en passer rapidement en revue les différentes facettes en reprenant les termes mêmes qu'utilise l'association. On a déjà évoqué sa fonction d'instance de réflexion. Vacances Ouvertes devient «**Laboratoire d'observation et d'expérimentation sur les vacances-insertion**□ «Nous observons ce qui se fait, nous expérimentons et nous évaluons les pistes intéressantes□ (1994). Peu développé quantitativement, mais très suivi qualitativement, le programme d'aide aux projets est largement suffisant pour constituer un bon terrain d'expériences. L'instruction centralisée des dossiers, l'évaluation de plus de 2000 projets en treize ans, les échanges constants avec les porteurs de projet permettent d'observer leurs expérimentations, d'en dégager les points forts, de les améliorer, de les synthétiser et de suivre au plus près l'évolution de l'ensemble des pratiques. L'évaluation se mue en outil de recherche permettant de capitaliser les savoir-faire en matière d'aide au départ en vacances de familles et de jeunes en difficulté.

Reste ensuite à **diffuser ces savoir-faire.** L'ingénierie sert à alimenter en permanence des **prestations de formation et de conseil.** Elle confère à Vacances Ouvertes **une nouvelle identité** qui lui évite d'être noyée dans la masse des dispositifs existants. L'association est de mieux en mieux reconnue comme lieu de ressources légitime auquel on s'adresse autant pour des conseils que pour des aides.

En définitive, l'ingénierie sociale des vacances n'est-elle pas tout simplement la mise en forme à la fois théorique et pratique du nouveau tourisme social d'action sociale□ Si on continue à identifier «Tourisme social□ avec «Aides financières à la personne et à la pierre□ et uniquement avec cela, on le condamne aujourd'hui à l'échec. Cette conception était valable hier à l'époque des Trente Glorieuses, du quasi plein emploi et de l'essor du tourisme de masse. Elle ne l'est plus. Même si on donne de l'argent aux exclus, cela ne suffira pas dans bien des cas pour les faire partir en vacances. Même si on aide les villages de vacances associatifs à se moderniser et à commercialiser leurs produits, cela ne leur permettra pas d'y accueillir

automatiquement des familles de chômeurs et de victimes de la précarisation et de la relégation sociale.

Il faut sortir de la culture traditionnelle du tourisme social pour pouvoir faire face aux nouveaux besoins. Il faut innover. Et c'est en innovant qu'on fera des vacances un facteur d'insertion. L'ingénierie sociale des vacances que Vacances Ouvertes s'est donnée pour mission d'élaborer n'est qu'une première tentative pour apporter des réponses cohérentes à cette nouvelle problématique. Elle contribue à **l'invention d'une nouvelle culture du tourisme social, celle d'un tourisme social d'action sociale pour la France de la fracture sociale.**

5.4. FORMATION

Formation et conseil sont étroitement liés à l'ingénierie sociale des vacances. Ils en procèdent et s'en nourrissent. Avec les publications, ils en assurent la diffusion. Il est frappant de constater que c'est au moment du lancement de l'idée de formations que le terme d'ingénierie fait son apparition dans les années 1994-1995, comme l'attestent plusieurs documents destinés à la Caisse des Dépôts et Consignations. Un document de 1994 indique sous la rubrique «Ingénierie-conseil» que «Vacances Ouvertes devient un organisme de formation pour répondre à des demandes émanant en particulier des CAF». «En 1995, de nouveaux axes vont être développés des formations de travailleurs sociaux sur les actions vacances comme levier d'insertion. Ce type de prestations est nouveau... Cette ingénierie sociale des vacances prend du temps à mettre au point...». Les formations constituent «un axe intéressant puisqu'il répond à des besoins et qu'il permet de diffuser de l'ingénierie et de démultiplier des savoir-faire» («Evolution et perspectives de Vacances Ouvertes», 1995, p. 11).

Répondre à des besoins c'est ce que l'association a voulu faire dès 1990 en créant l'aide aux projets. C'est ce qu'elle entend faire à nouveau en 1995, mais il ne s'agit plus, cette fois, seulement des besoins des familles et des jeunes, mais aussi des **besoins des intervenants sociaux**. Au début des années 1990, l'idée de vacances-insertion est encore peu répandue parmi eux. Si les éducateurs de prévention qui travaillent avec les jeunes y sont sensibilisés, les assistantes sociales qui s'occupent des familles sont encore assez loin de ces perspectives. Malgré les injonctions institutionnelles, il n'est pas habituel de nouer entre équipes dépendant de services et de structures différents les partenariats requis pour l'accompagnement de projets de vacances. Nombreux sont les intervenants sociaux qui n'ont pas encore bénéficié d'une formation à la méthodologie de projets, alors que la démarche leur est de plus en plus fréquemment imposée. Il en va de même pour le montage de budgets de projets cofinancés en moyenne par cinq ou six sources différentes. Noyés dans la gestion du court terme et la complexité des réglementations bureaucratiques, pressés par les urgences de trésorerie, les intervenants sociaux ont besoin de conseils, de formation et de valorisation de leurs actions. D'une façon générale, ils sont demandeurs de temps de réflexion, de rencontres et d'échanges.

C'est pour répondre à cette demande que Vacances Ouvertes s'est lancée dans **un nouveau métier, la formation**. Les objectifs ne varieront guère. Il faut, d'une part,

aider les stagiaires à construire leur projet depuis le diagnostic initial jusqu'à l'évaluation finale et à le faire évoluer en expérimentant des démarches innovantes et de nouveaux outils et, d'autre part, il faut les aider à prendre du recul par rapport à leurs propres pratiques et à enrichir leurs compétences en confrontant leurs expériences avec celles d'autres opérateurs.

En revanche, **le champ des publics concernés par ces formations s'est élargi progressivement**. L'association a d'abord ciblé les porteurs de projet, professionnels du social et de l'animation ainsi que bénévoles associatifs. Puis, elle s'est adressée dans un second temps aux décideurs institutionnels à la recherche de formations pour leur personnel ou de conseil pour orienter leurs politiques. Plus récemment, Vacances Ouvertes s'est tournée vers les responsables de l'hébergement des organismes de tourisme associatif.

Les thèmes proposés concernent les principaux aspects de l'accompagnement social des vacances, soit sous forme d'une approche globale, soit sur des modes plus spécialisés. Depuis le début coexistent deux sortes de demandes qui correspondent vraisemblablement à des étapes différentes de l'expérience acquise par les stagiaires. Plutôt généraliste pour les débutants en montage de projet de vacances, la demande tend à se focaliser ensuite sur des thèmes plus précis.

En termes quantitatifs en 2004, ce sont 690 journées/stagiaires qui ont été réalisées par Vacances Ouvertes. **Elles concernent d'une part l'accompagnement du départ en vacances des familles** 17 formations ont eu lieu. C'est un total de 338 journées stagiaires qui ont été délivrées pour 223 stagiaires qui se sont formés pour des durées allant de 1 à 3 jours. Il s'agit là de stages de formation commandités par des partenaires institutionnels CAF, Mutualité sociale agricole, fédérations départementales de centres sociaux, conseils généraux, associations généralistes (Restaurants du Cœur par exemple). Ces formations sont distinctes des ateliers d'échanges de pratiques qui ont été mentionnés plus haut et qui en 2004 ont regroupé plus de 200 personnes assistant chacune à deux jours en Mars, Avril et à une journée en Octobre. Soit environ 500 journées stagiaires.

D'autre part en 2004, ce **sont 17 formations qui ont été réalisées à destination des intervenants jeunesse**. Elles ont correspondu à 212 journées stagiaires. S'y ajoutent environ 140 journées stagiaires dans le cadre de la mise en œuvre des dispositifs «**TRACE tes Vacances**» avec les missions locales et du dispositif mis en place dans les FJT de Rhône Alpes.

Cette activité de formation est en croissance constante depuis une dizaine d'années. Au delà de sa croissance quantitative, la palette de l'offre de formation s'est diversifiée puisque le nombre de formations proposées est passé de 3 en 1995 à 6 en 2001 et 15 dans le catalogue 2005-2006. **La mise en place d'un catalogue de formation à partir de 2002** a d'ailleurs largement contribué à cette forte croissance des formations. Bien composé, clairement présenté sur papier glacé et remis à jour annuellement, c'est un outil facilement consultable pour les divers commanditaires.

Comme celle de la plupart des autres activités initiées par Vacances Ouvertes, **l'histoire de ces formations débute par une phase de tâtonnements pour déboucher sur la phase actuelle de clarification et de stabilisation.** Signe de ces premiers tâtonnements □ les dénominations ne cessent de varier entre 1995 et 1999. En 1995, on parle de « Séminaires à thèmes » et de « Modules de formation », en 1996 de « Formations-actions sur mesure » et de « Sessions courtes à thèmes ». En 1997, il est question de « Stages inter ou intra » et d'un « Cycle de recherche-action ». En 1998, on distingue « Formations sur deux jours » et « Groupes d'échanges de pratiques d'une journée sur un thème donné ». 1999 reprend le même schéma sous les noms différents de « Formations-actions sur site » et de « Stages de formation à Vacances Ouvertes ». C'est ainsi que se sont peu à peu différenciés □

- les « Ateliers d'échanges de pratiques » gratuits et obligatoires dans le cadre de la participation à l'appel à projets « Famille »,
- les formations réalisées pour le compte de tiers,
- les formations gratuites effectuées dans le cadre des appels à projets jeunesse mis en œuvre dans le cadre des bourses ANCV..

Cet essor provoque **trois sortes de retombées. Financières** d'abord □ même s'il est difficilement rentable comme tout ce qui concerne le social, il existe un réel marché du côté des CAF, des Conseils Généraux, des communes, des associations... Et il n'y a apparemment pas de concurrents dans un domaine aussi neuf et aussi spécialisé. De fait, le nombre des commanditaires ne cesse de croître comme l'indique la liste publiée à la dernière page du Catalogue des formations 2003/2004.

Une retombée en terme d'élargissement des partenariats est apparue depuis trois ans. En effet plusieurs grands réseaux d'intervention bénévole en matière d'aide aux vacances ont souhaité organiser des formations pour leurs intervenants. Les fédérations départementales de centres sociaux avaient déjà eu recours à Vacances Ouvertes. Le Secours Populaire, les Restaurants du Cœur et le Secours Catholique constituent aujourd'hui de nouveaux partenaires.

Une troisième incidence du développement rapide des formations influe sur le **mode de fonctionnement de l'équipe de Vacances Ouvertes.** Ce sont six salariés qui interviennent régulièrement en formation alors qu'avant 2000, deux personnes seulement était en charge de la formation.

5.5. CONSEIL ET MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS POUR DES COMMANDITAIRES EXTÉRIEURS

Conseil et formation ont toujours été associés. Le document de 1994 déjà cité à propos des formations fait état non pas d'un seul axe, mais de deux axes de développement □ « En 1995, de nouveaux axes vont être développés □ **des formations de travailleurs sociaux** sur les actions vacances comme levier d'insertion **et des prestations de conseil aux collectivités locales** sur leur politique d'aide aux vacances... de leur public de jeunes » (« Evolution et perspectives de Vacances Ouvertes », 1994, p. 10). Le document « Conseil et Formations » de Février 1995 les présente sous deux rubriques distinctes □ « Formations » pour le « montage de projets

de vacances, destinées aux travailleurs sociaux et «Conseil pour la mise en place de dispositifs d'aide au départ en vacances proposés aux communes, CAF, Fédérations d'associations».

En principe, tout devrait donc être clair. **Les formations concernent les acteurs de terrain**, travailleurs sociaux, animateurs ou bénévoles, qu'ils soient ou non porteurs de projets de l'aide aux projets de Vacances Ouvertes. **Le Conseil s'adresse aux équipes dirigeantes** des organismes dont relèvent les opérateurs de terrain. Les formations ont pour objet la méthodologie de montage de projet. Le Conseil sert à évaluer, à définir ou à réorienter des politiques d'aide aux vacances.

Mais, dans la réalité, les frontières peuvent ne pas paraître toujours aussi nettes. En effet, **la demande des décideurs institutionnels peut être de deux types**. Elle peut concerner soit la mise en place de dispositifs de formation pour leurs personnels, soit la définition de leurs politiques sociales de vacances, soit les deux à la fois. D'où l'habitude de présenter dans les «Catalogues des formations» de 2003 et de 2003/2004 les décideurs institutionnels au premier rang des destinataires de ces formations. Il convient simplement de bien entendre par là qu'ils ne sont mentionnés dans ces catalogues qu'au titre des dispositifs de formation dont ils peuvent être demandeurs.

Deux exemples récents de partenariats illustrent les différentes formes de coopération qui peuvent se nouer entre Vacances Ouvertes et des décideurs institutionnels. Il peut s'agir à la fois de **conseil et de formation** c'est le cas du partenariat avec la CAF et le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle qui poursuit un double objectif «Les deux organismes font appel à Vacances Ouvertes pour accompagner leur nouvelle demande d'analyse et de réorientation des politiques vacances. Dans le même temps, un dispositif de formation de l'ensemble des acteurs est mis en place, il concerne les travailleurs sociaux des deux institutions, mais aussi les associations de proximité et les bénévoles».

Plus récemment un partenariat avec la région Nord/Pas-de-Calais va permettre de développer une réflexion et des outils pour favoriser le départ des non partants sur la région. Autre illustration de cette construction d'une proposition de conseil, le document publié en 2003 intitulé «Architecture de Dispositifs pour l'Autonomie des Jeunes» effectue la synthèse des options méthodologiques retenues par plusieurs programmes expérimentaux portant sur l'accès aux vacances et dégage les lignes de force d'un dispositif de bourses d'aide aux projets de loisirs.

Forte de quinze années d'expériences, Vacances Ouvertes est aujourd'hui susceptible de proposer aux décideurs locaux des méthodes de réflexion et d'organisation de dispositifs. L'association dispose d'une capacité d'intervention à tous les niveaux de développement des politiques vacances et temps libres territoriales diagnostic des dispositifs existants, des demandes des publics ou des capacités de développement, définition des orientations territoriales, assistance à maîtrise d'ouvrage et évaluation.

6. LES DISPOSITIFS «JEUNES»

Pourquoi leur consacrer une rubrique spécifique ? L'action de Vacances Ouvertes en direction des jeunes ne s'inspire-t-elle pas des mêmes principes que celle qui concerne les familles ? Même philosophie privilégiant l'innovation, l'insertion et la participation. Mêmes modalités de mise en œuvre : aide aux projets à la fois financière, logistique et méthodologique, évaluation, publications, ingénierie, formation, conseil : ce sont globalement les mêmes démarches que l'on retrouve des deux côtés.

Cela dit, ces actions n'en présentent pas moins des caractéristiques distinctes et les réalisations de Vacances Ouvertes en ce domaine n'ont pas évolué au même rythme que celles qui concernent les familles. Jusqu'en 1999, l'action s'est organisée d'une part autour des dispositifs d'appel à projets (jeunes et familles) et d'autre part, autour du secteur «Opérations» chargé de la gestion des «Sacs Ados» et des informations. **Ce n'est qu'à partir de 1999 qu'émerge un véritable pôle «Jeunes»** qui se distingue progressivement du pôle «Familles». Ce pôle se structure autour de la mise en œuvre d'un certain nombre de dispositifs spécifiques d'intervention en direction des jeunes.

A partir du début des années 2000, deux nouveaux dispositifs font une entrée en force dans le champ d'action de Vacances Ouvertes. Il s'agit, d'une part, du **programme «TRACE tes vacances»** testé en 2002 avec quelques Missions Locales et lancé en grandeur réelle dès 2003. Il s'agit, d'autre part, **des actions de montage ou de réajustement des politiques «Vacances des jeunes» réalisées pour le compte de partenaires institutionnels** oeuvrant à l'échelle d'une agglomération, d'un département ou d'une région (Conseils Généraux, CAF, intercommunalités...). Si l'on y ajoute les **actions menées directement avec des partenaires locaux**, cela fait trois catégories de dispositifs «Jeunes».

Le programme «TRACE tes vacances» avait pour objectif de favoriser le départ en autonomie de jeunes qui, pour certains, avaient peut-être l'habitude de partir avec leur famille ou en centres de loisirs, mais qui, très majoritairement, ont peu ou pas de pratique de départ autonome. Une convention tri partite a été signée en Mai 2002, entre l'A.N.C.V., la délégation à l'insertion des jeunes et Vacances Ouvertes. Le public était celui des jeunes suivis par des missions locales et accompagnés dans le cadre du dispositif TRACE (Trajectoire d'accès à l'emploi). A partir de 2005, la référence à ce programme va être abandonnée, puisqu'il est supprimé. Il est néanmoins relayé par des dispositifs d'accompagnement renforcé pour les publics en difficulté d'insertion et il se poursuivra donc sous une autre dénomination : «PARCOURS vers l'autonomie, destination VACANCES». Il s'agit d'un dispositif partenarial mis en œuvre avec le concours de l'A.N.C.V. qui explore ainsi une possibilité de développement de ses actions de solidarité en direction des jeunes.

A travers ce dispositif, les missions locales développent quatre objectifs stratégiques : permettre aux jeunes d'accéder aux vacances, compléter l'offre de la Mission Locale sur le secteur loisirs, inciter les conseillers à travailler sur la question des loisirs comme outil d'insertion, faire évoluer la représentation de la Mission Locale aux yeux des jeunes, au-delà de la seule insertion dans l'emploi.

2002 a été une année expérimentale qui a permis d'effectuer un appel à projets d'envergure nationale en 2003 tout en prenant en compte les suggestions d'évolution qui avaient été émises à l'issue de l'expérimentation : augmentation du montant de la bourse donnée à chaque jeune (150 euros aujourd'hui) et possibilité pour un jeune suivi dans le programme TRACE de partir avec un autre jeune de son choix.

Le travail avec les missions locales s'effectue dans un cadre bien précis tout en offrant une souplesse suffisante aux acteurs de terrain puisque ce sont eux qui instruisent les dossiers. Le contrôle effectué sur ces projets s'effectue à posteriori. Ce dispositif a d'ailleurs été primé lors des « Rendez vous de l'UNAT » à Sevrier en 2003, dans le cadre du premier forum de l'innovation.

La montée en charge du dispositif est progressive. Depuis 2004, des Foyers de Jeunes Travailleurs sont rentrés dans ce programme qui constitue une réponse intéressante pour travailler les questions de la mobilité avec des jeunes qui en ont peu l'habitude. Tous les partenaires locaux s'accordent pour souligner l'intérêt de cette opportunité offerte aux jeunes et des retombées positives en terme de mobilité et d'insertion.

Les problèmes des jeunes ne sont pas ceux des familles. Quelles sont leurs attentes

Traditionnellement axées sur l'apprentissage de l'autonomie, l'ouverture culturelle, la lutte contre l'oisiveté et la prévention de la délinquance, les politiques « Jeunesse » privilégient encore très majoritairement le recours à des activités encadrées. Or, les 15/25 ans sont de plus en plus nombreux à manifester leur désaffection à l'égard de toute activité encadrée. L'adolescence va souvent les engager dans des refus de l'autorité, des transgressions de règles pour finalement désertir les activités offertes.

Les dispositifs d'aide au départ en vacances autonomes des jeunes prennent appui sur les envies des jeunes. L'idée de vacances est fortement mobilisatrice chez les 15/25 ans. La clé de la réussite consiste à s'appuyer sur leurs envies. Beaucoup n'ont en tête que « Soleil, plage et boîte ». Si certains rêvent souvent de partir aux mêmes endroits aux mêmes moments vers les destinations dont ils ont entendu le plus parler et il ne sera pas facile de les ouvrir sur d'autres formules de vacances. D'autres, par contre, vont vouloir renouer avec l'un ou l'autre des éléments heureux de leur passé, et c'est souvent dans ce cadre que vont s'exprimer des souhaits de vacances dans les lieux les plus divers.

De ces envies à la capacité d'anticipation requise par une logique de projet, le chemin est parfois ardu. Le travail de préparation doit débuter bien avant le jour du départ en vacances et les étapes vont être jugées fastidieuses. Le calendrier des

opérations d'accompagnement repose sur la prise en compte de leur capacité d'anticipation ☐ entre quinze jours et un mois avec environ trois rencontres du groupe avec son référent pour inventorier ensemble ce qui est possible, arrêter les choix, élaborer un budget, réserver un hébergement, programmer le contenu du séjour.

Le défi porte sur la difficile confrontation entre les vacances rêvées et les vacances possibles. Il faut adapter le projet à la fois aux attentes et aux moyens dont dispose le groupe et surtout à ses capacités techniques. **Entre le jeune et la structure s'instaure une relation de co-production des vacances qui prend le contre-pied des postures courantes de simple consommation.** La qualité du travail d'accompagnement repose sur la qualité de la relation qui s'instaure entre les jeunes et le référent chargé du suivi de leur projet.

D'une manière générale, les dispositifs «Jeunes» remettent en question les pratiques habituelles de l'animation. Basculer d'une culture d'encadrement d'activités vers une démarche d'accompagnement de projets ou encore gérer une relation financière avec les jeunes ne s'improvise pas. Toute tendance de l'animateur à se substituer au jeune dans ses tâches ou ses décisions invalide la portée de la démarche.

Quelle est, en définitive, la philosophie de cette offre ☐ **S'agit-il d'un droit ☐ S'agit-il d'un contrat ☐** S'il s'agit d'un droit lié au statut du jeune (par exemple, être habitant de la commune), c'est un dû, on se trouve dans une «logique de guichet» et de stricte consommation, qui correspond à la lecture habituelle de l'intervention publique (allocations, RMI...). Si on veut rompre avec cette approche, on lui préférera **une autre approche de type contractuel instaurant une relation d'échange.** D'où l'idée de contrepartie. Le dispositif ne bénéficie pas de plein droit à tout jeune en fonction de ce qu'il est (âgé de 15 à 25 ans, domicilié à, revenus inférieurs à...), mais aussi et surtout en fonction de ce qu'il fait, c'est-à-dire de sa capacité à s'impliquer dans l'élaboration du projet de vacances. L'architecture du montage de ce projet fait porter les ambitions éducatives sur les apprentissages réalisés lors de la préparation et non sur le contenu du séjour. La demande de contrepartie permet de tester en amont du départ la capacité du groupe à respecter certains engagements.

Les **effets positifs** ne sont pas moindres pour la structure que pour les jeunes. C'est l'occasion d'échanges très riches entre les jeunes et leurs conseillers ☐ «On découvre les jeunes sous un autre jour, ils se livrent plus facilement». Quant aux jeunes, on constate un impact très positif sur leur comportement général face à l'insertion. «C'est la première fois que je réussis quelque chose». Un premier départ en vacances autonome est l'occasion de multiples apprentissages. Apprentissage de la mobilité ☐ la découverte d'horizons nouveaux peut faciliter l'acceptation ultérieure d'un stage ou d'un emploi ailleurs qu'à proximité de chez soi. Apprentissage de la gestion de son temps ☐ il a fallu réserver un hébergement, organiser son séjour, établir un budget, se projeter dans l'avenir. Apprentissage enfin du travail en commun pour monter ensemble un projet et apprentissage de la vie quotidienne en collectivité durant le séjour.

OU SITUER VACANCES OUVERTES ?

L'évocation de cette croissance buissonnante et de ces activités foisonnantes débouche inévitablement sur cette question. Encore faut-il la poser correctement. Suffit-il de se demander quelle est la place de Vacances Ouvertes au sein du tourisme social ? Ne serait-il pas tout aussi juste de la situer à l'intérieur de la sphère de l'action sociale ? ou, plus exactement, de la lutte contre les exclusions ?

Autant de voies d'accès qu'il faut bien emprunter tout en sachant que si chacune s'impose, aucune n'est en état de rendre compte de la totalité des actions de Vacances Ouvertes. Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler la multiplicité de ses partenaires ? porteurs de projet qui sont tantôt des travailleurs sociaux, tantôt des bénévoles d'associations de lutte contre les exclusions, organismes financeurs des aides aux personnes en difficulté ainsi qu'au fonctionnement de Vacances Ouvertes, utilisateurs institutionnels de ses activités de formation et de conseil. **Tourisme social, action sociale, lutte contre les exclusions sont ici si intimement liés qu'il serait vain de vouloir les dissocier.**

On peut néanmoins tenter une approche secteur par secteur.

Où situer Vacances Ouvertes sur la carte du tourisme social ? On voit tout de suite que la question est peut-être mal posée. S'agit-il, en effet, de définir la place de Vacances Ouvertes sur une carte dessinée une fois pour toutes ? Il suffit de se souvenir des multiples visages que le tourisme social a pris en l'espace d'un siècle pour se demander auquel de ces visages il conviendrait de se référer. A celui de l'âge d'or des Trente Glorieuses ? Mais qu'en reste-t-il aujourd'hui ? A celui qui s'ébauche sur la toile de fond de la fracture sociale ? Mais qui peut dire quels en sont les traits ?

D'où la question sur laquelle débouche inévitablement l'action de Vacances Ouvertes ? **Quel est donc aujourd'hui l'horizon du tourisme social ?** Est-ce simplement de faciliter le départ en vacances du plus grand nombre ? Est-ce seulement de mobiliser pour cela le maximum d'aides financières ? Est-ce seulement de sauvegarder l'essentiel des systèmes d'aides et des hébergements sociaux de vacances hérités des Trente Glorieuses ? Ce qui était valable hier dans une société de quasi plein emploi peut-il le rester sur un mode inchangé à l'heure de la fracture sociale ? Autrement dit ? le tourisme social traditionnel doit-il se préoccuper également de la France des exclus ? Doit-il se sentir concerné, interrogé, sollicité par ces milliers d'acteurs anonymes, isolés et souvent ignorés qui tentent sur le terrain des cités de faire des vacances un moyen de reconquête de la mobilité et de l'autonomie ?

Malgré les enjeux partagés, malgré la bonne volonté qui existe de part et d'autre, on ne peut pas nier l'existence du fossé qui sépare deux cultures, celle des acteurs du tourisme social traditionnel et celle des nouveaux acteurs de

l'accompagnement social du départ en vacances avec lesquels et pour lesquels travaille l'association Vacances Ouvertes.

Comme le montre son action, **tourisme social et action sociale –deux univers qui le plus souvent s'ignoraient- sont aujourd'hui amenés à se rapprocher et à coopérer**. Et c'est précisément cette rencontre et cette coopération que Vacances Ouvertes s'est donnée pour mission d'analyser, de faciliter et de dynamiser.

Mais, ici encore, on se heurte à des problèmes de langage. «Action sociale» est-ce bien le terme qui convient? Certes, la présence massive des travailleurs sociaux, éducateurs et animateurs parmi les porteurs de projet soutenus par Vacances Ouvertes renvoie à ce que l'on appelle traditionnellement **l'action sociale**. Il en va de même pour les partenariats avec des décideurs institutionnels tels que Conseils Généraux, CAF ou grandes agglomérations. Mais il ne faut pas oublier pour autant la présence plus discrète, mais tout aussi irremplaçable de ces autres acteurs de terrain que sont les bénévoles des associations dites caritatives ou humanitaires ainsi que ceux d'associations spécialisées ou de quartier. Dans le cas de ces intervenants, il s'agit moins d'action sociale proprement dite que de **lutte contre les exclusions**. Cela dit, leur action rejoint celle des travailleurs sociaux et de leurs organismes.

Tous se trouvent, en effet, confrontés aux mêmes problèmes. Comment faire des vacances un authentique outil d'insertion sociale et de restauration du lien social et familial? Suffit-il d'avoir comme jadis pour unique objectif le départ en vacances? **Ne faut-il pas construire en amont et en aval du séjour un processus complexe d'accompagnement social, seul susceptible de permettre le départ et de faire de la préparation du séjour et du suivi au retour un véritable levier d'insertion?** Mais ne risque-t-on pas alors d'instrumentaliser les vacances au mépris de leur finalité première et à rebours de l'attente des vacanciers? Comment arbitrer entre tourisme social et action sociale? Comment aider les travailleurs sociaux à prendre du recul par rapport à une culture du «faire pour» au lieu du «faire avec» et à se prémunir contre les dérives de maintien dans l'assistanat qui iraient à l'encontre de leur propre objectif d'insertion?

Autant de questions qui nous ramènent aux premières interrogations sur le devenir du tourisme social. Une nouvelle forme du tourisme social est en train de naître. Faut-il, pour la distinguer du tourisme social traditionnel, la nommer «tourisme social d'action sociale»? Ne faudrait-il pas plutôt risquer une dénomination plus précise, mais sans doute un peu longue et l'appeler «tourisme social d'action sociale et de lutte contre les exclusions»?

Ce n'est pas un hasard si, pour la première fois en France, **le droit aux vacances vient d'être officiellement reconnu en 1998 par une loi de «lutte contre les exclusions»**. Cela ne signifie-t-il pas que l'insertion sociale est devenue l'un des objectifs du tourisme social? C'est en tout cas l'idée qui a présidé à la création de Vacances Ouvertes. L'objectif d'insertion sociale est le moteur qui a impulsé l'aide aux projets et la création d'une nouvelle «ingénierie sociale des vacances».

Pour promouvoir et optimiser les aides au départ en vacances de familles et de jeunes en situation difficile, Vacances Ouvertes a fait le pari de marier aide aux projets, évaluation, recherche-action, ingénierie, conseil et formation. Le dernier document de présentation de l'association s'intitule à juste titre « **À la croisée du tourisme et du social** ». C'est sans doute la meilleure manière de situer Vacances Ouvertes à la condition d'entendre par « **social** » à la fois « **action sociale** » et « **lutte contre les exclusions** ».

ANNEXE 1

L'ASSOCIATION «VACANCES OUVERTES» VUE A TRAVERS SES PUBLICATIONS (par Jean FROIDURE)

L'association Vacances Ouvertes a publié un certain nombre d'études concernant des projets-vacances pour des publics en difficulté, projets auxquels elle a apporté un soutien financier⁵. Qu'elles aient été confiées à un spécialiste extérieur ou réalisées par un membre de l'équipe, ces études procèdent toutes de l'analyse des projets et des interventions des porteurs de projet au sein des ateliers ou des journées de formation organisés par Vacances Ouvertes. Il s'agit dans tous les cas d'une évaluation des projets et des discours de leurs auteurs.

Qu'est-ce qui caractérise la démarche d'évaluation choisie par Vacances Ouvertes ? Et quelle est la philosophie qui sous-tend cette démarche ? Si on voulait la résumer en deux mots, on pourrait dire qu'il s'agit d'une démarche participative et d'une démarche critique.

**

Enquête, ateliers et rencontres nationales offrent à des professionnels de l'action sociale de nouveaux lieux de confrontation de leurs pratiques. Car on constate partout de fortes disparités. Dès la première étude, par exemple, l'attention est attiré sur de grosses différences de coûts et de montages budgétaires. Ou encore, dès la seconde, sur les divergences dans la gestion des risques, souvent réduits au minimum, mais parfois délibérément assumés.

Au terme de quelques années de fonctionnement, Vacances Ouvertes a tenu à évaluer le rôle des ateliers d'aide au montage de projets⁶. Les travailleurs sociaux qui sollicitent un financement de la part de Vacances Ouvertes sont souvent accaparés par les problèmes de terrain et enfermés à l'intérieur de leurs structures. Ils sont nombreux à n'avoir guère de possibilité de se former en vue de ce type d'actions, ni de travailler en réseau.

Les ateliers constituent un espace de rencontre entre des professionnels différents par leurs métiers, leurs statuts, leurs origines géographiques. C'est un espace de confrontation des actions menées, de partage des informations (sur les financeurs, les hébergements, la préparation du séjour, etc) et de découverte de pratiques dont on ignorait parfois l'existence ou le fonctionnement (par exemple, mise en place d'une épargne, actions d'autofinancement, etc.). Les ateliers deviennent dès lors un espace de

⁵ Cf. Annexe 2.

⁶ Etude n°8.

réflexion, où nouveaux porteurs de projet et anciens plus expérimentés peuvent partager leurs expériences, leurs problèmes et leurs vécus différents. Espace de prise de distance par rapport au quotidien, ils aident à mieux se situer, soi et son action, à formuler, clarifier, mieux maîtriser son projet et à l'évaluer grâce au regard des autres. C'est enfin un espace de valorisation des compétences, notamment pour les «litateurs» choisis parmi les porteurs de projet les plus expérimentés et chargés d'animer des groupes d'échanges de pratiques.

Les ateliers éveillent souvent l'envie d'expérimenter de nouvelles formules. Ils impulsent une dynamique d'innovation. Et dans la majorité des cas, le projet en cours ou celui de l'année suivante se trouve modifié à la suite de la participation à ces échanges.

S'ils en constituent l'aspect le plus évident, l'échange et la réflexion entre professionnels ne suffisent pas pour caractériser la démarche de Vacances Ouvertes. Les ateliers ne sont pas un simple lieu de rencontres entre salariés. Ils intègrent aussi des porteurs de projets bénévoles dont certains ont été ou sont bénéficiaires des actions.

La démarche d'évaluation est une démarche participative. D'entrée de jeu, elle ne s'opère jamais avec les seuls porteurs de projet, mais toujours sous le regard des bénéficiaires de leurs actions, qu'il s'agisse des trois premières études effectuées par Monique CRINON (1996-1999), des trois études confiées à Bertrand DUBREUIL (1998-2000) et des autres études réalisées par des membres de Vacances Ouvertes. Il s'agit d'abord d'écouter ce que disent les intéressés. Point de vue des bénéficiaires sur le projet, effets du séjour, dynamiques constatées au retour le premier temps de la démarche consiste à «coller» au vécu des familles et des jeunes. C'est pour eux que ces projets-vacances ont été conçus c'est d'eux qu'il faut partir pour en évaluer les résultats. Comment les familles perçoivent-elles ces demandes? Telle est la première question posée lorsqu'il est fait appel à leur participation financière⁷. Des travailleurs sociaux tendent-ils à identifier «départ autonome» avec «départ individuel»? L'étude les renvoie aux attentes des familles et constate qu'elles penchent plutôt pour un départ en groupe⁸. Une autre étude part de l'observation des «ressentis» des familles pour analyser ensuite les «effets» des vacances, c'est-à-dire le regard nouveau qu'un (premier) départ leur permet d'acquérir sur elles-mêmes et pour étudier enfin les «microchets» que constituent les nouveaux comportements constatés par leur entourage⁹. L'étude sur «tickets et passeports loisirs» s'interroge d'emblée sur la perception par les jeunes de ces diverses formes d'aide pour se demander quelles sont celles qui «sont le plus en phase avec les jeunes»¹⁰.

Un véritable leitmotiv parcourt la plupart de ces documents «Ne pas confondre les points de vue des uns et des autres». Cela ressemble à de véritables mises en garde à l'adresse des professionnels, lorsqu'ils identifient les besoins des

⁷ étude n°1.

⁸ étude n°7.

⁹ étude n°9.

¹⁰ étude n°11.

bénéficiaires avec leurs propres façons de voir. Si, par exemple, le but unique qui est celui des familles, c'est le séjour de vacances, il ne faudra pas le confondre avec les autres objectifs qui sont seulement¹¹ ceux des travailleurs sociaux et de leurs structures.

Pour mieux comprendre comment sont analysés les effets des pratiques des porteurs de projets, on évoquera deux exemples caractéristiques. Une demande de participation financière peut produire des effets opposés, selon la formule qui a été choisie. Purement symbolique, elle induit une faible implication des familles dans la préparation du séjour, elle favorise le développement d'attitudes consuméristes et elles s'accompagne de fréquents désistements sans raisons solides. Réelle, au contraire, (épargne sur plusieurs mois, par exemple), elle les mobilise, les incite à participer activement aux séances de préparation, à discuter le choix du lieu et de la formule de séjour, voire à s'engager dans des activités d'autofinancement¹².

Autre exemple, à propos de la gestion des risques□ la majorité des projets a fait le choix de systèmes à fortes garanties décidées unilatéralement, il s'agit de tout prévoir, de tout organiser pour protéger au maximum les bénéficiaires (...et les professionnels□). Résultat□en les privant d'initiative, on tend à les maintenir dans un état d'assistance. En faisant au contraire, le pari de la confiance réciproque et en discutant de tout avec les intéressés, y compris de sujets tabou comme l'alcool, on leur permet de s'organiser, de prendre leurs responsabilités□ la prise de risque devient facteur de reconquête de l'autonomie¹³.

Bref, toute pratique doit être évaluée à l'aune de ses effets.

Telles sont les premières questions posées dans la plupart des études. Quels sont, par exemple, les effets du choix d'un départ en groupe en termes de travail social, ainsi que d'intégration sur le site de vacances¹⁴□ Comment le recours à une épargne-vacances contribue-t-il à placer les familles en position d'acteur et à valoriser le rôle des séances de préparation¹⁵□ Une étude est entièrement consacrée à l'analyse de la chaîne «Les ressentis» - «Effets» - «Ricochets»□ des sentiments éprouvés à l'occasion de (premières) vacances en famille («Les ressentis»), on passe à la nouvelle image de soi qu'elles suscitent («Les effets») et aux nouveaux comportements constatés par l'entourage («Les ricochets»)¹⁶. On pourrait dire de ce document qu'il fournit une illustration exemplaire de l'aspect «participatif» de la démarche d'évaluation. Même préoccupation à propos des dispositifs communaux d'aide aux loisirs de proximité des adolescents□l'étude tente de les évaluer en fonction des attentes des jeunes et de la façon dont ils perçoivent ces dispositifs. Certains peuvent apparaître trop stigmatisants dans leur forme, d'autres sont jugés injustes dans le choix des critères d'attribution ou encore semblent mal adaptés à une demande qui est d'abord une demande d'échanges et de rencontres¹⁷.

¹¹ étude n°6.

¹² étude n°1.

¹³ étude n°2.

¹⁴étude n°3.

¹⁵ étude n°5

¹⁶ étude n°9

¹⁷ étude n°11

Qu'ils soient positifs ou négatifs, il ne suffit pas de constater les effets des pratiques des porteurs de projet. Il faut aller plus loin et s'interroger sur les dynamiques induites par ces effets. Toute pratique s'inscrit dans un processus de création d'une dynamique. Les études visent systématiquement à les expliciter. Toutes les fois où c'est possible, elles privilégient une approche antithétique à pratiques opposées, effets contraires et dynamiques antagonistes. C'est le cas pour l'analyse des deux types de demandes de participation financière des familles (réelle ou symbolique) ou des deux options face aux risques (minimale ou assumée) ou encore des deux modes d'accompagnement pendant le séjour (lourd ou allégé) à chaque fois, ces études mettent en évidence les deux dynamiques opposées qui en résultent – maintien dans un état d'assistance, ici, et là, processus de reconquête d'autonomie. De même, l'appel à une épargne familiale, la «contrepartie» demandée aux jeunes en échange de l'accès à des dispositifs d'aide aux loisirs de proximité ou un premier départ de jeunes en groupe peuvent constituer autant d'étapes sur le chemin de l'autonomisation progressive des bénéficiaires des aides.

**

L'attention portée au vécu des familles et des jeunes, ainsi que la prise en compte des effets et des dynamiques, permet d'opérer un retour critique sur les pratiques des professionnels. D'abord fixé sur les bénéficiaires, le regard se déplace en direction des porteurs de projet pour les inciter à s'interroger sur leur action à partir de ce que disent les familles et les jeunes. Dès les premières publications, l'accent est mis sur la confrontation entre le discours des bénéficiaires et celui des professionnels. Et ceux-ci ne se recoupent pas toujours. A propos des risques, par exemple «Les risques mentionnés ci-dessus, peut-on lire, «ne sont pas exprimés par les familles rencontrées, mais par les professionnels. Les familles rencontrées se sont peu exprimées sur les risques et ne sont, semble-t-il, pas reconnues dans l'ensemble des risques évoqués par les professionnels...» La distorsion entre ce qui était dit par les initiateurs de projets et par les familles a été frappante¹⁸.

L'une de ces études semble avoir joué un rôle déterminant. Il s'agit de celle réalisée en 1999 par Bertrand DUBREUIL et intitulée «Motivations des familles et objectifs des professionnels dans les projets de vacances¹⁹ - un titre qui résonne déjà comme un véritable programme avec, face à face, «Familles» et «Professionnels» et mention des familles en premier et ensuite des professionnels. Cette étude représente une étape essentielle dans le travail d'évaluation auquel s'est voué Vacances Ouvertes. Déjà amorcée dès les premières publications, comme on vient de le voir, cette confrontation devient le fil conducteur de la démarche d'évaluation. On la retrouvera en permanence par la suite. L'analyse de Bertrand DUBREUIL est centrée sur les «décalages» entre les «objectifs» des professionnels, avec leur tendance à la surcharge due à la multiplicité des acteurs et de leurs missions, et les «motivations» des familles qui tiennent en un seul mot «vacances». Elle appelle les porteurs de projets à sortir de leur problématique d'objectifs ces objectifs sont trop nombreux, trop généraux, il n'existe pas d'indicateurs pertinents permettant de les évaluer. Elle

¹⁸ Etude n°2, pages 13 et 15

¹⁹ Etude n°6

les incite à entrer dans une autre logique □ «motifs-buts-effets constatés», beaucoup plus proche de la réalité, c'est-à-dire du vécu des bénéficiaires. On mesure ici à quel point la démarche critique de Vacances Ouvertes procède de la démarche participative qui a été retenue au départ. C'est parce qu'on a fait participer d'entrée de jeu les bénéficiaires au travail d'évaluation que leur point de vue a pu être pris en compte. Et c'est parce qu'on a mieux compris leur vécu que l'on a été amené à s'interroger sur les logiques spontanées des porteurs de projets.

L'étude de Bertrand DUBREUIL contient une réflexion critique sur le langage utilisé par les professionnels, les mots «objectif» et «motivation» font l'objet d'un examen approfondi □ un «objectif doit être mesurable», le projet se définit trop souvent «par des objectifs sur les familles et non des objectifs établis avec les familles», «les familles n'ont pas d'objectifs, elles ont des motivations, des raisons de partir en vacances». D'une manière plus générale, dès les premières publications s'affiche un souci constant de clarification des concepts. On ne parle pas «d'invention» sans rappeler brièvement le sens donné à ce mot²⁰, de «contrat» sans préciser qu'il existe deux sortes de contrats²¹, de «groupes» sans en esquisser une brève typologie²², «d'autonomie» sans la définir et sans distinguer «autonomie financière» et «autonomie organisationnelle»²³. Enfin, on insiste sur les confusions à éviter, entre «départ autonome», par exemple, et «départ individuel»²⁴.

Discours et terminologie soulèvent la question des représentations. Bertrand DUBREUIL précise ce qu'il faut entendre par «représentations professionnelles» □ «On entend», rappelle-t-il en note, «par représentations professionnelle l'idée que se fait un milieu professionnel de son public à partir des valeurs développées au sein de ce milieu professionnel (ex, «être à l'écoute») et de la catégorie sociale à laquelle appartiennent ses membres (ex. le dialogue dans l'éducation des enfants, en faveur dans les classes moyennes)»²⁵. «Papa, maman, la mer... et moi» se livre à un inventaire minutieux des expressions utilisées dans les projets²⁶. Certains termes relèvent d'une perception «catastrophique» des familles considérées comme «ministrées». D'autres, en revanche, font état d'une représentation plus nuancée et plus optimiste de la situation. L'étude de 1996 sur les risques observait déjà que «le discours sur les populations en grande difficulté oscille entre la dramatisation de leur état, leur dangerosité, d'une part, et la mise en exergue amère de leur inertie d'autre part»²⁷. L'étude de 1999 sur objectifs et motivations note dès l'introduction que «des objectifs relèvent parfois de représentations dévalorisées sur les milieux populaires et d'une intervention sur les familles plutôt que d'une action menée avec elles»²⁸. C'est dans le domaine de la parentalité que «les représentations professionnelles qui sous-tendent les objectifs apparaissent les plus éloignées des pratiques sociales et éducatives

²⁰ Etude n°2, page 7

²¹ Etude n°2, page 8

²² Etude n°3, page 6

²³ Etude n°5, pages 27 et 31 + Etude n°7, pages 5 et 19

²⁴ Etude n°7, page 11

²⁵ Etude n°6, page 21, note 14

²⁶ Etude n°4, pages 9-11

²⁷ Etude n°2, page 17

²⁸ Etude n°6, page 5

des milieux populaires²⁹. Et de citer, pour illustrer le propos, une série d'expressions caractéristiques relevées dans les projets. Ces représentations professionnelles ne reflètent pas seulement les habitudes de pensée du milieu auquel appartiennent la plupart des travailleurs sociaux³⁰ elles trahissent souvent l'influence de l'idéologie dominante de l'époque. L'étude sur le «départ autonome» qui met en garde contre le danger de le confondre avec «départ individuel» souligne le fait que dans un monde qui privilégie l'action individuelle au détriment de l'action collective, il n'est guère étonnant que le discours de nombreux travailleurs sociaux subisse l'influence de l'idéologie ambiante³⁰.

De même l'étude réalisée en 2003 sur «la place des pères dans les projets de vacances familiales»³¹ met en relief l'impact de leur situation par rapport à l'emploi sur leur présence ou leur absence dans les vacances familiales. L'étude insiste aussi sur le rôle joué par les pratiques de loisirs des uns et des autres et souligne que la variété des objectifs des structures d'accompagnement entraînent des relations différentes avec les pères. Néanmoins, quelles que soient les obstacles, il existe quelques pistes susceptibles de les intéresser aux vacances familiales.

Il existe un lien étroit entre ces représentations et leur impact sur les pratiques. Selon l'étude sur motivations et objectifs, une certaine idée de l'incapacité des familles à se prendre en charge, une image dévalorisée de leurs capacités éducatives et la volonté correctrice socio-éducative induite par ces représentations tendent à favoriser des conduites d'assistance du côté des professionnels et du consumérisme du côté des familles³². A propos des problèmes que pose l'accueil de publics en difficulté dans les hébergements de vacances, on relève tant chez les travailleurs sociaux que parmi les hébergeurs la coexistence de deux types de regards et de deux types de comportements. Les uns infantilisent les familles en les considérant comme totalement à charge. Alors que, pour d'autres, ces familles sont, certes, économiquement faibles et de ce fait, plus ou moins marginalisées, mais elles ont leurs propres attentes et ce sont ces attentes qui doivent rester prioritaires si on veut les aider à reconquérir leur autonomie.

**

Tout conduit en définitive à inciter les porteurs de projet à s'interroger sur la logique de leur action. C'est la question centrale autour de laquelle gravitent les ateliers et autres types de rencontres. Cette question est clairement posée dès la première étude de 1996³³ logique d'assistance ou logique de projet partagé. De l'option retenue découle le choix entre les dernières formules de demande de participation financière des familles. Cherche-t-on à maintenir ces publics dans une condition d'assistés³⁴ Ou cherche-t-on, au contraire, à leur offrir une occasion de se remettre debout³⁵ C'est l'alternative sur laquelle débouche la réflexion sur la prise de risques.

²⁹ Etude n°6, pages 13 et 14

³⁰ Etude n°7, page 19

³¹ Etude n° 13, page 27

³² Etude n°6

Mais il s'agit là d'une fausse symétrie□ les deux logiques n'ont pas le même statut. La logique d'assistance existe, certes, en fait, mais il paraît difficile d'en faire un objectif. En revanche, la logique d'autonomisation peut, elle, à coup sûr constituer un véritable objectif.

On se trouve renvoyé à la question□ Quelle est la philosophie dont se réclame l'action des professionnels□ Le rôle de Vacances Ouvertes s'arrête là, semble-t-il. La démarche participative d'évaluation critique met en évidence les orientations ultimes qui sous-tendent les pratiques. Mais c'est aux professionnels dans le cadre de leurs structures et de leurs missions de service public qu'il appartient de se positionner à l'intérieur de l'espace de choix et de liberté qui a été dégagé par le travail d'évaluation.

ANNEXE 2

LISTE DES PUBLICATIONS

- N°1 «Montages financiers, engagement et dynamique d'insertion»,
Monique CRINON, 01-1996
- N°2 «Action vacances jusqu'ou garantir les risques sans tuer les projets»,
Monique CRINON, 1996
- N°3 «Vacances familiales collectives. Construire le groupe pour réussir le projet»,
Monique CRINON, Hélène ALIDJRA, 01-1999
- N°4 «Papa, maman, la mer... et moi. La question des relations parents-enfants dans
Les dispositifs de départs en vacances familiales», 10-1999
- N°5 «Sous l'épargne... les vacances»,
Bertrand DUBREUIL, 1999
- N°6 «Motivations des familles et objectifs des professionnels dans les projets de
vacances»,
Bertrand DUBREUIL, 12-1999
- N°7 «Le départ individuel un modèle d'autonomie»,
Hélène ALIDJRA, 10-2000
- N°8 «Le projet de vacances à l'épreuve du groupe de pairs»,
François ANQUETIL, 12-2000
- N°9 «Vacances en famille ressentis, effets et ricochets»,
François ANQUETIL, 12-2001
- N°10 «L'accueil des familles en difficulté dans les hébergements de vacances»,
Journée du 16.01.1998
- N°11 «Tickets et passeports loisirs. Les dispositifs d'aide aux loisirs de proximité
Des adolescents»,
Véronique FLANET, Michelle RIGALLEAU, 12-1997
- N°12 «Premières vacances entre jeunes»,
Bertrand DUBREUIL, 12-2000
- N°13 «La place des pères dans les projets de vacances familiales»,
Nadja RINGART, Décembre 3003